

Achetons ANTIQUITES
Meubles anciens de tous genres, successions, tableaux de grande valeur, bronze, argenterie, etc. Payons très bons prix, allons partout, acceptons frais virements.
Composez un seul numéro: **832-1930**
876, rue St-Augustin, Breakeyville

LE SOLEIL

LOUPE
Louer... c'est une brillante idée!
ST-GEORGES, B.C. 228-1718
LOU-TEC LÉVIS 835-3343
QUÉBEC 687-5757
CHARLESBOURG 627-1331
CONSTRUCTION, RÉSIDENTIEL, INDUSTRIEL, PARTY, TENTE

MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1988

QUÉBEC, 92^e ANNÉE, NO 248
62 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLIO

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$
ILES DE LA MADELINE-GASPÉ-RIVIÈRE-AU-ROUEN-BOULAY-ABITIBI 50\$

35¢

LE GOUVERNEMENT

Pas de politique dans le zonage agricole

Président de la Commission de protection du territoire agricole, M. Luc Blain nie que des considérations politiques aient conduit au zonage des bonnes terres. **B-1**

LE CANADA

Turner nie avoir bénéficié d'un fonds de \$300,000

Répondant au magazine Maclean's, John Turner nie avoir bénéficié d'un fonds en fidéicommis de \$300,000 provenant d'un surplus de sa campagne à la direction du parti. **A-11**

LES ARTS

Le groupe rock Midnight Oil à Québec en octobre

Le groupe rock australien Midnight Oil sera au Centre municipal des congrès, le 10 octobre prochain, a confirmé hier le producteur Michel Brazeau. **C-7**

L'ECONOMIE

Baie James: pas de travail pour les jeunes

Dès le printemps prochain commenceront les travaux de la phase 2 de la Baie James. Mais les jeunes auront beaucoup de difficulté à y trouver un emploi. **B-1**

Ottawa n'a pas d'argent pour Matane

Le gouvernement fédéral se présentera les mains vides à Matane, cet après-midi, pour la cérémonie de lancement des travaux de l'usine de pâte à papier. **B-1**

LE MONDE

Menace de nouvelles grèves en Pologne

Varsovie refuse de reconnaître Solidarité et Lech Walesa brandit la menace de nouvelles grèves pour obtenir cette légalisation. **A-15**

LE SPORT

Perron nie avoir critiqué le Canadien

Jean Perron soutient non seulement qu'il n'a jamais critiqué les dirigeants et les joueurs du Canadien mais qu'il n'a jamais rencontré le journaliste qui l'a cité. **S-2**

L'INDEX

Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-8 à C-14
Arts	C-4 à C-7
Bridge	C-12
Consommation	Cahier C
Crayons de soleil	S-15
Décès	C-15
Economie	Cahier B
Feuilleton	C-10
Editorial	B-8
Horoscope	C-12
Monde	A-15 à A-17
Mots croisés	C-11
Mot mystère	C-11
Où aller à Québec	C-6
Pierre Champagne	A-9

LA METEO

Généralement ensoleillé en matinée. Ennuagement par la suite. Maximum de 16. Demain: généralement ensoleillé. **S-16**

2,000 Panaméens doivent chercher refuge au Canada d'ici à octobre

Une vague de 2 000 ressortissants panaméens devrait déferler sur le Canada au cours du seul mois de septembre. Entre-temps, Immigration Canada étudie la pertinence d'imposer un visa d'entrée à tous les visiteurs de ce pays. Une mesure qui avait stoppé le flux de ressortissants turcs en décembre dernier.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Ces précisions ont été apportées, au SOLEIL, par M. Richard Saint-Louis, d'Immigra-

tion Canada, à Montréal, au cours d'un entretien téléphonique. Celui-ci s'attend à des arrivées quotidiennes tout au cours du présent mois. Le transporteur est généralement la compagnie Delta et dans certains cas, Air Canada.

Les représentations quant au visa ont été adressées au cabinet de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Mme Barbara McDougall, il y a environ deux semaines.

L'achalandage en provenance de Panama s'est amorcé il y a environ deux mois. Mais sur les 1 871 revendicateurs du statut de réfugié de toute nationalité au cours du seul mois d'août, 804 étaient d'origine panaméenne, a précisé M. Saint-

Louis. Un nombre suffisant pour mettre la puce à l'oreille des autorités de l'immigration.

Sans vouloir l'affirmer catégoriquement, ces dernières se posent sérieusement la question à savoir si l'arrivée massive de ces « touristes » du Panama n'est pas le fait, dans ce pays, d'intermédiaires trop « zélés » qui feraient miroiter la facilité de se trouver rapidement du travail en terre canadienne. Il est tout à fait exclu, a ajouté M.

Saint-Louis, qu'une telle information provienne des agents consulaires canadiens. Des vérifications sont d'ailleurs en cours à l'heure actuelle, au Canada comme aux États-Unis, à ce sujet, a ajouté le porte-parole d'Immigration Canada.

Le Canada n'a pas de représentant diplomatique à Panama, sinon un consul honoraire. Les affaires consulaires et com-

Suite A-2, Panaméens...



Au Nouveau-Brunswick

Une tempête s'abat sur une flottille de pêche: un mort; deux disparus

SHIPPAGAN, N.-B. (PC) — Un pêcheur a été retrouvé sans vie, hier matin, et deux autres ont été portés disparus après qu'une flotte d'environ 200 chalutiers ait été prise d'assaut par des vents très forts et des vagues aussi hautes qu'une maison à deux étages, au large des côtes du nord-est du Nouveau-Brunswick.

La tempête a fait couler un bateau et chavirer un autre tandis que cinq chalutiers échouaient

et que quatre autres prenaient eau, tout juste après minuit,

Suite A-2, Tempête...

En Nouvelle-Écosse

Les conservateurs de Buchanan réélus pour un quatrième mandat

HALIFAX (PC) — Le plus ancien député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, a été choisi pour la quatrième fois consécutive, hier, pour diriger un gouvernement conservateur majoritaire.

Les libéraux

Les conservateurs, avec 43 pour 100 des votes, ont fait élire 28 candidats sur 52, les libéraux (40 pour 100) 21 et les néo-démocrates (16 pour 100) deux. Un indépendant a de plus été élu.

À la dissolution de l'Assemblée législative, les Tories détenaient 40 sièges, les libéraux six et les néo-démocrates trois. Il y avait deux indépendants et un siège était vacant. En 1981, il y avait 37 conservateurs, 13 libéraux, un néo-démocrate et un indépendant.

Même s'ils ont porté le nombre de leurs députés de six (en 1984) à 21, les libéraux n'ont pas projeté tout l'éclat qu'ils auraient dû, tout d'abord parce que les sondages d'opinion les plaçaient presque nez-à-nez avec les conservateurs et, deuxièmement, parce que M.

Les chefs des deux autres partis ont également remporté des victoires personnelles dans leur circonscription: le leader libéral Vince MacLean dans Cap-Breton-Sud et le chef néo-démocrate Alexa McDonough dans Halifax-Chebuco.

Mme McDonough, cependant, a été élue de justesse, puisque ce n'est que par une faible majorité de 26 voix qu'elle a défait le conservateur Clair Callaghan.

Elu premier ministre en 1978, M. Buchanan a été réélu en 1981, en 1984 et finalement en 1988. Il est actuellement le plus ancien des 10 premiers ministres provinciaux du Canada.

Suite A-2, Buchanan...



John Buchanan C. PC

Le projet de « Cité parlementaire »: un rendez-vous raté avec l'Histoire

La Colline parlementaire, du Grand Théâtre à l'autoroute Dufferin, dans le boulevard Saint-Cyrille, est ce qu'on peut voir de plus triste à Québec. Fonctionnaires, résidents comme touristes, tout le monde est d'accord là-dessus. Pourtant c'est à cet endroit précisément que, au début des années 1960, la ville de Québec avait rendez-vous avec son histoire contemporaine

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

Un rendez-vous raté s'il en est un. Ce qui devait s'appeler une « Cité parlementaire » radieuse et radiante se résume, aujourd'hui, à trois pauvres choses prises séparément: une tour solitaire de 37 étages balayée par les vents, le « G », vrai complexe de culpabilité collective; une autoroute en pleine ville deux fois trop large même aux heures de pointe et qui interdit l'accès à pied au Vieux-Québec patrimonial; et, au nord, le complexe « H » où les premiers ministres du Québec qui y sont confinés, de Bourassa à Bourassa en passant par René Lévesque, ont regretté, sitôt construit, et regrettent encore, dit-on, les splendeurs passées de la Grande Allée.

Au moment où la ville de Québec vient de se donner le premier véritable plan d'urbanisme de son histoire, tout cet-

te affaire de la cité et de la colline parlementaire apparaît comme l'exemple parfait des

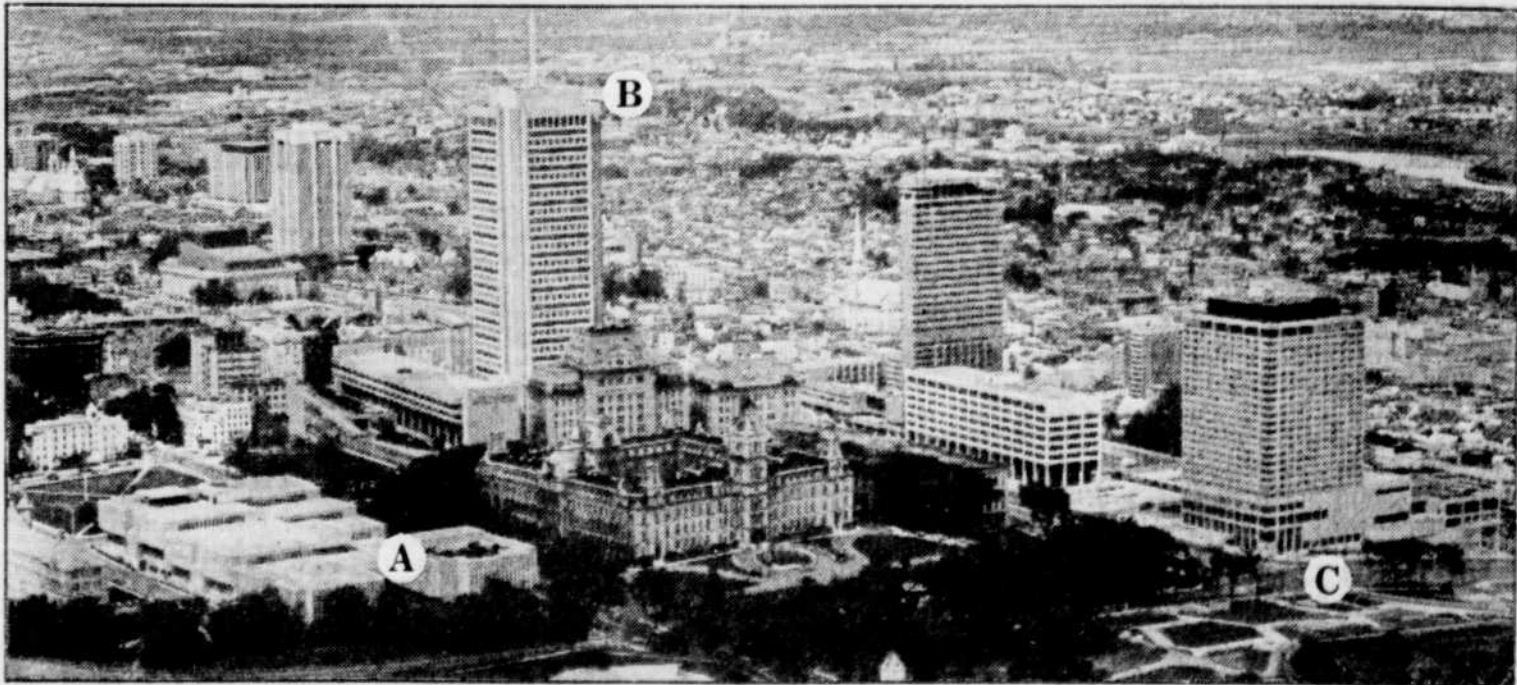
erreurs à ne pas répéter.

Pourtant, le projet fut aussi ambitieux que séduisant. Ainsi, le boulevard Saint-Cyrille devait devenir le coin le plus animé de la ville, une importante « rue urbaine », rien de moins que les Champs-Élysées de Québec, selon ses concepteurs malheureux.

Suivez le guide en tenant

compte qu'il y a autant de versions de ce gâchis urbain et architectural qu'il y a de témoins ou d'acteurs du drame. En n'oubliant jamais qu'à cette époque, toute cette partie haute de la ville fut mise sous tutelle par le gouvernement provincial sans que ses admi-

Suite A-6, Centre-ville...



La cité parlementaire se résume, aujourd'hui, au complexe « H » (A), à une tour de 37 étages, le « G » (B), et à une autoroute en pleine ville (C).

Une série de 6
QUÉBEC, AN 2008
2

ZENITH
MAGNETOSCOPE
4 TÊTES
AFFICHAGE À L'ÉCRAN
TELECOMMANDE

SPÉCIAL TANGUAY

499⁹⁵\$

AMEUBLEMENTS TANGUAY
L'entreprise de l'année

LÉVIS Place Tanguay
BEAUPORT 535, boul. Sainte-Anne
CARREFOUR LES SAULES 5150, boul. de l'Ornière
SERVICE 872-2242

Suites de la première page

Panaméens...

merciales sont menées depuis l'ambassade canadienne à Costa-Rica.

La majorité des Panaméens descendus à Dorval, après avoir transité pour la plupart par Miami, revendiquent d'ailleurs le statut de réfugié économique. Pour la seule fin de semaine de la fête du Travail, près de 150 ont foulé le sol canadien à Dorval.

Serrer la vis

C'est en juillet dernier qu'ont été finalement sanctionnées les lois C-84 et C-55 après une année de vives controverses.

Cette dernière, qui resserre sensiblement les conditions d'admission d'étrangers revendiquant le statut de réfugié, devrait entrer en vigueur le premier janvier.

Quant à la loi C-84 son application est prévue, d'une façon progressive, au cours de l'automne.

Celle-ci prévoit de fortes amendes pour toute personne ou groupe favorisant, sans autorisation, l'entrée d'étrangers au pays. Elle accorde de nouveaux pouvoirs de détention aux autorités de l'immigration.

Ce faisant, le gouvernement canadien espérait tuer dans l'oeuf toute tentative, de la part de passeurs peu scrupuleux, de faire entrer le plus grand nombre d'étrangers possibles avant l'échéance du premier janvier.

Démunis

Au total, environ 1 200 ressortissants de ce pays d'Amérique centrale sont arrivés au Canada.

À l'heure actuelle, 600 sont pris en charge par le Centre de services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM). Ils y ont été référés, après une première évaluation effectuée par Immigration Québec, qui se charge de l'accueil des réfugiés. Jugés sans ressources et démunis, le CSSMM s'occupe, dans un premier temps, de leur trouver gîte et nourriture. Outre le YMCA, ce contingent a ainsi trouvé refuge dans quatre hôtels de Montréal. Admissibles ensuite à l'aide sociale, ils se tireront d'affaires seuls en attendant le cheminement de leur dossier dans la machine administrative d'Immigration Canada.

Tempête...

lundi soir, lorsque la tempête s'est mise à faire rage, ont expliqué des porte-parole de l'équipe de sauvetage de Halifax.

D'après les sauveteurs, le bateau du marin dont le corps a été repêché à chaviré. Deux autres membres de l'équipage manquent toujours à l'appel. L'embarcation se trouvait au nord-ouest de l'île de Miscou, a affirmé le major Glen Urquhart du centre de recherches et de sauvetage de Halifax.

Un autre bateau a fait naufrage mais toutes les personnes qui se trouvaient à son bord ont pu être sauvées, ont ajouté les porte-parole.

D'autres chalutiers ont dû être assistés pour rentrer à bon port tandis qu'un avion Buffalo des forces de l'air canadiennes basé à Summerside, Ile-du-Prince-Edouard, lançait des pompes portatives à plusieurs autres pêcheurs en détresse.

De nombreux hélicoptères, un bateau de la garde-côtière et un bateau de patrouille du ministère des Pêches et des Océans se sont aussi rendus sur les lieux de la tragédie.

M. Urquhart croit qu'il y avait environ 400 pêcheurs dans la région quand la tempête a éclaté. Les prévisions météorologiques laissent croire que les vents continueront à souffler et que d'autres SOS pourraient être lancés.

Une alerte météo avait été décrétée par Environnement Canada à 23 heures lundi, car certaines bourrasques de ces très forts vents atteignaient les 70 km-h.

Petits bateaux de bois

Les bateaux de pêcheurs venaient tout juste de descendre le Saint-Laurent car une dispute à propos du prix du hareng les avait retenus à quai.

Leurs bateaux sont faits de bois et mesurent pour la plupart entre trois et cinq mètres.

D'après Gastien Godin, porte-parole de l'Association des pêcheurs professionnels acadiens, la majorité de ces bateaux n'étaient pas sécuritaires. M. Godin a aussi affirmé avoir fait part de ses appréhensions à des fonctionnaires du gouvernement fédéral, qui selon lui « ne feraient rien de toute façon, à moins que quelque chose de sérieux ne se produise ».

Buchanan...

MacLean avait assuré que 32 de ses candidats seraient élus.

Un seul des ministres conservateurs qui se sont présentés a été défait. Il s'agit de M. Laird Stirling, ministre des Affaires municipales, dans Dartmouth-Nord.

Commentaires

« Je suis peiné d'avoir perdu des sièges, a déclaré le premier ministre après avoir appris sa victoire, mais c'est la politique. »

M. Buchanan a profité de l'occasion pour donner un coup de main à son homologue Brian Mulroney, qui doit déclencher bientôt des élections fédérales. « La performance économique de M. Mulroney au Canada est absolument fantastique, a-t-il affirmé. Probablement la meilleure des deux dernières décennies et Brian Mulroney va être élu avec une forte majorité. »

Acceptant la défaite, le leader libéral Vince MacLean a prédit, quant à lui, une victoire libérale aux prochaines élections provinciales. « Le Parti libéral est maintenant prêt à reprendre le pouvoir aux prochaines élections. Ce sera un Parti libéral différent et une Assemblée législative différente », a-t-il déclaré.

Pour ce qui est de Mme McDonough, elle s'est dit satisfaite d'avoir réussi à faire de la question d'un gouvernement honnête le principal point de débat de la campagne électorale.

« Pour la première fois, a-t-elle déclaré, les libéraux et les Tories ont promis tous deux de détruire le système du favoritisme. »

Scandales

Au cours de la campagne électorale, les partis de l'opposition n'ont pas manqué de rappeler quelques scandales qui ont marqué le dernier règne de M. Buchanan. Ce dernier s'est contenté de reconnaître les faits, soulignant qu'il avait agi le plus tôt qu'il avait pu.

En avril dernier, par exemple, M. Roland Thornhill a dû démissionner comme vice-premier ministre, à la suite d'articles dans les journaux sur des transactions avec quatre banques, il y a huit ans.

Deux députés conservateurs, d'un autre côté, ont été trouvés coupables de fraudes dans leurs notes de frais. M. Billy Joe MacLean a été condamné à \$6,000 d'amende et M. Greg MacIsaac a été condamné à un an de prison.

Punir Mgr Tutu serait un « recul significatif », croit Joe Clark

VANCOUVER (PC) — Ce serait un « recul significatif » de la part du gouvernement sud-africain si celui-ci décidait de punir l'archevêque Desmond Tutu pour son appel illégal au boycott des élections municipales, prévues pour le mois prochain en Afrique du Sud, a déclaré, hier, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

M. Clark a par ailleurs dénoncé le caractère illusoire du scrutin.

Les élections en question, présentées comme multiraciales, sont contestées par les opposants à l'apartheid, qui estiment que les conseils municipaux composés de Noirs n'ont qu'un pouvoir factice et ne servent qu'à maintenir la domination de la minorité blanche sur la majorité noire opprimée.

Mgr Tutu a publiquement demandé aux Noirs et aux Anglicans de boycotter le scrutin, une déclaration interdite en vertu de l'état d'urgence en vigueur depuis plus de deux ans en Afrique du Sud, et qui rend son auteur passible de 10 ans de prison.

Le secrétaire d'État a affirmé qu'il serait malheureux que la tenue de ces élections, le 26 octobre, laisse croire que les Noirs participent à part entière au gouvernement de l'Afrique du Sud, où règne la ségrégation raciale.

Pressé de dire si ce commentaire signifiait qu'il appuyait personnellement l'appel de Mgr Tutu, M.

Clark s'est borné à dire qu'il avait dit ce qu'il avait à dire sur ce sujet.

Faire pression sur Pretoria

M. Clark a été invité, dimanche, par le président du Comité des Communes sur les droits de la personne, le député conservateur Reg Stackhouse, à faire pression auprès de Pretoria pour qu'il n'impose pas de sanction contre l'archevêque, prix Nobel de la paix et intrépide adversaire de l'apartheid.

M. Clark, qui s'adressait à des journalistes à l'issue d'un dîner-causerie à Vancouver, a déclaré hier qu'il cherchait « une façon efficace de persuader le gouvernement sud-africain » de sa position, mais il n'a pas voulu en dire plus long.

Dans un survol des différents aspects de la politique étrangère canadienne, le secrétaire d'État a par ailleurs tenté d'apaiser les craintes que l'accord de libre-échange avec les États-Unis réduise l'indépendance du Canada.

en matière de politique étrangère. Selon M. Clark, l'économie canadienne, rendue plus solide par le

libre-échange, permettra à Ottawa de prendre de nouvelles initiatives en politique étrangère.

Québécoise nommée à la Commission canadienne des droits de la personne

OTTAWA (PC) — Mme Michelle Falardeau-Ramsay a été nommée, hier, à la vice-présidence de la Commission canadienne des droits de la personne, pour un mandat de sept ans.

par le gouvernement fédéral.

La Commission des droits de la personne est chargée de l'application de la législation interdisant toute discrimination et fait enquête sur les cas de discrimination à l'intérieur de la fonction publique fédérale et des entreprises privées à charte fédérale.

C'est le ministre de la Justice, M. Ray Hnatyshyn, qui a annoncé la nomination de Mme Falardeau-Ramsay. Celle-ci, qui présidait auparavant la Commission d'appel de l'immigration, a déjà également occupé la fonction de présidente suppléante de la Commission des relations de travail dans la fonction publique. Elle a déjà pratiqué le droit à Québec.

La Commission d'appel de l'immigration, que présidait Mme Falardeau-Ramsay depuis 1982, doit être démantelée et remplacée par un nouvel organisme, selon une législation adoptée récemment.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 6 septembre
9-1-5
1-0-7-4

LE 31 POUR HOMME



la nouvelle collection d'automne signée exclusivement pour le 31...

NOS PULLS LAINE D'AGNEAU 49.95

le renouveau de l'automne c'est le détail... les nouvelles coutures surfilées en relief sur l'épaule marteau, les nouvelles formes des cols, montant plus haut en tricot fantaisie, les boutons le trente-et-un en métal et écaille de tortue, les patchs de suède ou de laine en contraste... et les couleurs... toute la palette 88 ainsi que les couleurs de base... les pulls en pure laine d'agneau signés simons, une tradition de qualité toujours à prix exceptionnel! rég. 65.00

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALÉRIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LE SOLEIL

ABONNEMENTS: 647-3333

Extérieur (sans frais) 1-800-463-2362

Lundi au vendredi: de 7h00 à 17h30. Sam. et dim.: de 8h00 à 12h00

ANNONCES CLASSÉES: 647-3311

Lundi au vendredi: de 8h30 à 17h30

RÉDACTION: 647-3394

Lundi au vendredi: de 8h30 à 23h00

Samedi: de 12h00 à 23h00

Dimanche: de 14h00 à 23h00

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

Heures d'ouverture: Lundi au jeudi de 8h30 à 16h30, le vendredi de 8h30 à 16h00

Le Soleil, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6

Taux record de 6% de logis inoccupés, à Québec

Après avoir atteint l'an dernier un record pour le nombre de logements en construction, la région de Québec connaît son plus haut taux pour le nombre de logements inoccupés depuis 1972.

Textes de GUY BENJAMIN
LE SOLEIL

Selon les prévisions d'un analyste du marché de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), on comptera 3,960 logements inoccupés dans l'agglomération urbaine de Québec en octobre, soit un taux de vacance de 6 pour 100, une hausse de 0,6 pour 100 par rapport à octobre 1987. Ces chiffres concernent uniquement le logement locatif.

La surproduction d'unités de logements (maisons unifamiliales, condos et édifices à logements) est la seule responsable du surplus aussi important de logis inoccupés, explique M. Pierre Leroux, Constructeurs actifs.

Depuis au moins trois ans, les marteaux se font aller trop allègrement dans la région. Selon M. Leroux, l'agglomération de Québec est en mesure d'absorber entre 4,500 et 5,000 unités de logements neufs annuellement, en incluant les condos et les maisons unifamiliales.

Or, l'an dernier, 8,640 unités de logements neufs furent construits. Ils s'ajoutaient aux 7,534 livrés en 1986. Les chiffres de 1988 sont de l'ordre de 5,800 unités.

Il y a toutefois espoir que la situation ira en s'améliorant au cours des prochains mois, le nombre de mises en chantier étant à la baisse. Une diminution de 9 pour 100 pour le premier trimestre de 1988 et de 36 pour 100 pour les trois mois suivants.

mais en réserve l'exclusivité à une publication hebdomadaire.

Le chiffre de 6 pour 100 de logements vides n'étonne nullement le porte-parole de la CORPIQ, qui précise que les chiffres de son organisme et ceux de la SCHL sont habituellement identiques, à quelques dixièmes de point près.

Selon M. Riverin, les propriétaires d'immeubles à logements ont été mis en garde, il y a deux ans déjà, de la situation à laquelle ils auraient à faire face un jour, si les artistes du marteau continuaient leur oeuvre.

Difficile toutefois de prévoir combien de temps il faudra pour que la situation revienne à la normale, estiment les deux organismes.

La tendance à la hausse des taux d'intérêt, au cours des derniers mois, pourrait refroidir l'enthousiasme des constructeurs, es-

time M. Riverin, et permettre ainsi un retour à un pourcentage plus acceptable de logements inoccupés.

Le porte-parole de la CORPIQ souligne que les propriétaires d'édifices à logements doivent faire face maintenant à un nouveau concurrent, le condo. En effet, M.

Riverin estime qu'environ 1,000 condos non vendus sont offerts en location, ce qui vient augmenter le nombre de logements libres.

Selon les chiffres de la SCHL, le nombre de condos neufs non vendus atteignait 755, le 31 juillet dernier, soit 298 de plus qu'à pareille date l'année dernière.

Un taux d'occupation de 3 pour 100 est considéré comme une norme acceptable, faisait savoir M. Michel Riverin, de la Corporation des propriétaires d'immeubles à logements du Québec (CORPIQ).

Aucune surprise

L'organisme, qui regroupe 1,500 propriétaires d'immeubles à logements dans la région de Québec, possède elle aussi des chiffres sur le taux d'occupation,



LE SOLEIL publiait, dans son édition du samedi 3 septembre, 959 annonces classées annonçant des logements à louer.

De nombreux trucs utilisés pour attirer les locataires

Des mois de loyers gratuits, des fours à micro-ondes, les stores vénitiens fournis, du tapis neuf, le téléviseur gratuit pour un an, une partie du déménagement payé et reprise de bail, sont les principaux trucs utilisés par les propriétaires d'édifices à logements pour conserver et attirer des locataires.

Un taux d'occupation de 6 pour 100 des logements locatifs obligent les propriétaires à se livrer à une vive concurrence et procurent aux locataires un statut privilégié, pour reprendre les termes de M. Pierre Leroux.

L'analyste en marché de la Société canadienne d'hypothèques et de logement explique que moins de locataires songent à acquiescer une propriété quand le taux d'occupation des logements est élevé, parce qu'il n'a pas à subir de fortes hausses de loyer. Le nombre de logements inoccupés a donc un effet sur le nombre de maisons unifamiliales qui trouvent plus facilement preneurs.

Encore investir

La Corporation des proprié-

étaires d'immeubles à logements du Québec (CORPIQ) recommande à ses membres d'investir dans leur immeuble plutôt que de se lancer dans toutes sortes de promotions pour attirer la clientèle.

Les Immeubles Roussin Ltée, propriétaires de 775 logements, s'étaient lancés, l'an dernier, dans des promotions pour se retrouver avec 75 logements inoccupés, d'expliquer M. Bruno Roussin.

Cette année, la compagnie a préféré ne pas augmenter le prix des loyers, offrir de nettoyer ou de remplacer le tapis si nécessaire, en plus d'effectuer des travaux de peinture. Résultat : seulement 15 logements étaient inoccupés au premier septembre, de révéler M. Roussin.

De plus, le nombre de locataires qui ont quitté en juillet a sensiblement diminué par rapport aux autres années. La compagnie a réussi tout ça en dépensant moins que les \$50,000 consacrés aux promotions, l'an dernier.

Les investissements effectués sur la propriété permettent d'en augmenter la valeur, ce qui n'est pas le cas de l'argent dépensé en promotion, d'expliquer le porte-parole de la CORPIQ.

Mais, en attendant, celui qui est à la recherche d'un logement n'a que l'embaras du choix et peut obtenir, dans certains cas, jusqu'à 4 mois gratuits de loyer s'il signe un bail de deux ans.

LE SOLEIL publiait, dans son édition du samedi 3 septembre, 959 annonces classées annonçant des logements à louer. De ce nombre, 256 mentionnaient une promotion quelconque. Dans certains cas, on mentionne le prix du logement en précisant qu'il est négociable.

L'avenir du Vieux-Port doit se jouer le 14 septembre

Selon Mme France Gagnon-Pratte, l'avenir du Vieux-Port de Québec se jouera, le 14 septembre, à l'occasion d'une assemblée publique au cours de laquelle la firme Rocois construction donnera des explications sur le projet qu'elle entend réaliser sur la Pointe-à-Carcy. Le gouvernement fédéral a désigné l'ex-ministre Clément Richard pour animer cette séance d'information qui aura lieu à 19 h, au Hangar du Vieux-Port.

par MARCEL COLLARD
LE SOLEIL

Présidente de la coalition formée, à la fin mai, pour empêcher que la Pointe-à-Carcy ne soit cédée à l'entreprise privée, Mme Gagnon-Pratte attache une très grande importance à cette réunion. Elle a confié au SOLEIL, hier, que tout l'avenir du Vieux-Port se jouera lors de cette soirée. « C'est fini le temps où les promoteurs pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient dans la ville de Québec », a ajouté Mme Gagnon-Pratte, qui est aussi présidente du Conseil des monu-

ments et sites du Québec.

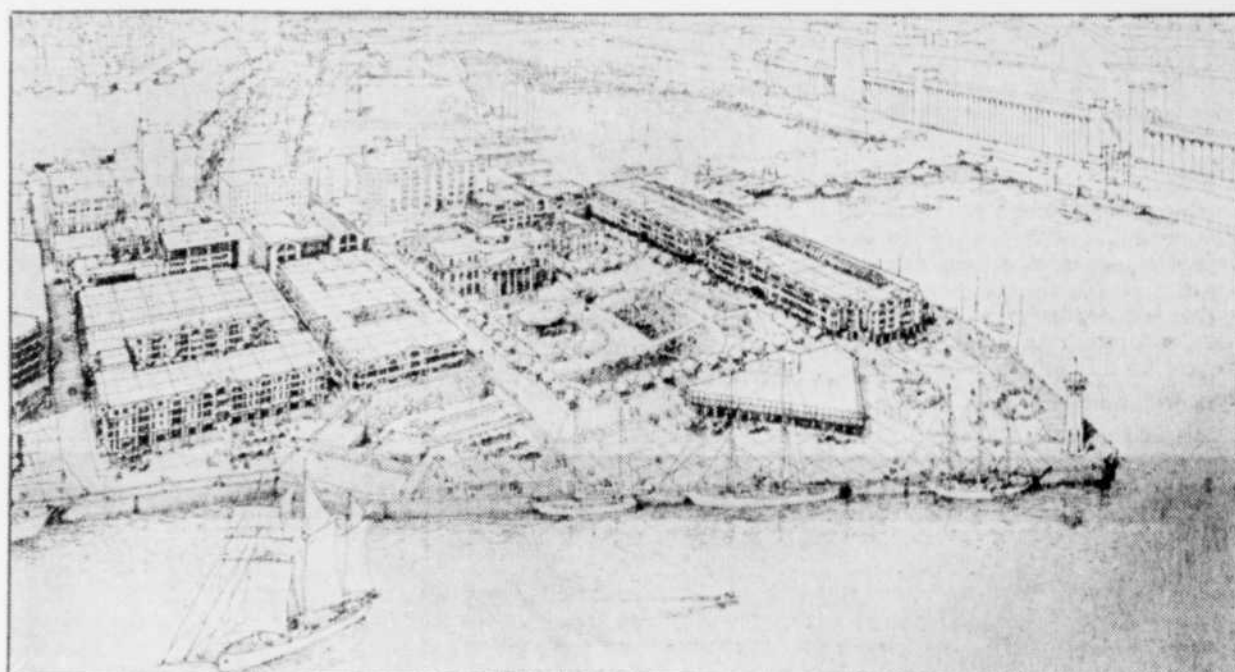
Par ailleurs, dans un communiqué, la porte-parole de la coalition écrivait : « Devant tant de confusion et d'improvisation, il est urgent d'obtenir que le gouvernement fédéral tienne des audiences publiques pour déterminer la vocation de ce site d'une importance névralgique. »

M. Marc Lefrançois étant absent de son bureau, hier, il a été impossible de savoir si le projet avait été révisé. Son entreprise, choisie par la défunte Société immobilière du Vieux-Port pour acquiescer une partie de la Pointe-à-

Carcy, a préparé un projet comprenant la construction de 200 condos, de 300,000 pieds carrés d'espace à bureaux et de 100,000 pieds carrés d'espace commercial, avec 900 places de stationnement. Dans l'ensemble, à part quelques modifications qui furent l'objet de discussions avec la ville, cet investissement de \$80 millions répond aux exigences des règlements d'urbanisme.

Il semble, selon Mme Gagnon-Pratte, que le promoteur soumettra les esquisses déjà publiées. M. Lefrançois aurait laissé entendre qu'il ne servait à rien de dépenser \$400,000 pour préparer des plans, sans avoir l'assurance de pouvoir les réaliser.

Rappelons que cette assemblée d'information a été obtenue à la suite de pressions exercées sur le ministre fédéral des Travaux publics, M. Stewart McIntyre, par la



Esquisse du projet de développement privé, à la Pointe-à-Carcy.

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

coalition d'une quarantaine d'organismes. Les opposants à l'actuel projet de développement soutiennent que la réalisation d'un vaste ensemble immobilier était de nature mettre en péril la valeur d'un

site unique et à obstruer la vue de la ville par sa « façade fluviale ». Les journalistes ont été convo-

qués par les porte-parole de la coalition à une conférence de presse, en matinée aujourd'hui.

Les gagnants

Les dix travailleurs de l'usine Donat Flamand de Saint-Apollinaire, à une vingtaine de kilomètres de Québec, se sont présentés, hier, aux bureaux de Loto-Québec pour réclamer leur prix de \$570,000. Souriants, bruyants, enthousiastes, ils faisaient visiblement d'heureux gagnants. Rangée du haut, on aperçoit MM. Georges Beauvillage, Gaëtan Sylvain, Raynald Turmel, Claude Trudel, vice-président de Loto-Québec, Sylvio Martineau, Maurice Garneau et Henri-Paul Boivin. Rangée du bas: Gérard Noël, Michel Labonté, Mario Fournier et Come Côté. C'était la première fois que le groupe, qui achète régulièrement des billets ensemble depuis près de quatre ans, gagnait un montant important. Cette fois-ci, chacun avait investi \$5 pour 50 mises éclair. Depuis que la nouvelle s'est répandue dimanche, tout Saint-Apollinaire est en fête. Le tirage de samedi soir était le troisième plus gros lot de l'histoire de Loto-Québec : l'enjeu était de plus de \$10 millions. L'autre billet gagnant a été retracé en Nouvelle-Écosse.



Problème d'eau résolu dans un secteur de Neufchâtel

Pendant près d'un mois, les nouveaux résidents d'une nouvelle rue de Neufchâtel, parallèle à la rue Place Vanier, ont dû s'alimenter en eau potable chez les voisins immédiats, résidents de Place Vanier, parce que l'eau du secteur du réseau d'aqueduc qui devait leur apporter le précieux liquide était contaminée.

par RAYMOND GAGNÉ
LE SOLEIL

Ce n'est qu'au cours de l'après-midi d'hier que le Service d'aqueduc de la ville de Québec, à laquelle appartient le réseau, a pu rétablir la situation.

Selon l'ingénieur Roger Lafond, de la ville de Québec, une vanne « qui ne fermait pas étanche » aurait été à la source du problème, encore que le responsable du Service n'affirme pas catégoriquement que cette cause soit la seule à retenir.

M. Lafond signale que le réseau, qui doit desservir ce secteur en construction, souffrait de nombreuses fuites qu'on a pu localiser qu'après de longues vérifications, ce qui expliquerait qu'il ait fallu plus d'un mois pour qu'on en arrive à une situation normale.

Le constructeur, qui procède actuellement au développement domiciliaire du secteur, est Les Immeubles Multi-Biens Enr., dont le bureau principal est situé au 9423, avenue Nantel. Quoique cette entreprise n'avait rien à voir di-

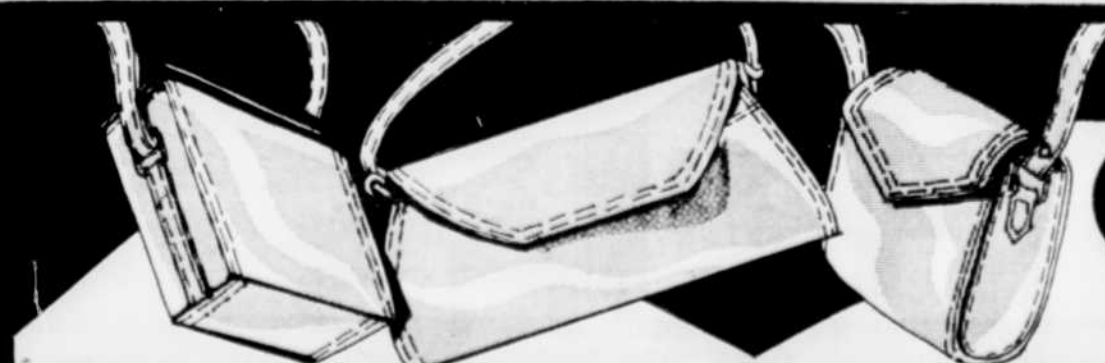
rectement avec le problème, elle s'en est trouvée quand même fort embarrassée.

Il en fut de même de Côté Excavations qui avait la responsabilité de réaliser les raccordements aux réseaux d'égout et d'aqueduc des nouvelles propriétés.

Les citoyens de Place Vanier, qui ont eu à fournir l'eau aux nouveaux résidents, n'ont pas subi d'ennuis sérieux encore qu'ils se soient trouvés dans l'impossibilité d'utiliser le service comme ils auraient pu le faire, si la situation avait été normale.

Ce sont les nouveaux résidents qui ont finalement eu à souffrir le plus de cette situation. Un boyau les reliait à la propriété voisine. L'eau leur parvenait sans pression suffisante. Ils ont donc dû, pendant plus d'un mois, s'en tenir à des usages restreints.

Selon l'ingénieur Lafond, l'eau qui est maintenant distribuée aux nouvelles habitations du secteur de Place Vanier est « impeccable » comme le veulent les normes constamment visées par le Service d'aqueduc de la ville de Québec.



LES NOUVEAUX

GÉOMÉTRIQUES

40\$

VOIR P. 7





Tout était rentré dans l'ordre pour la commission scolaire Chutes-Montmorency et celle des écoles catholiques de Québec mais de façon partielle à Beauport et Charlebourg.

Autobus Laval reprendra le service complet d'ici à vendredi

Le transport d'écoliers assuré par Autobus Laval, dans la région de Québec, a commencé à revenir à la normale, hier. Le service complet ne sera cependant pas rétabli avant vendredi.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Dans deux des commissions scolaires où Autobus Laval assure le service, tout était rentré dans l'ordre hier. Il s'agit de la Commission scolaire Chutes-Montmorency et de la Commission des écoles catholiques de Québec.

À la Commission scolaire Beauport, le transport a repris seulement pour les élèves de Sainte-Brigitte-de-Laval. Une porte-parole de la commission a

par ailleurs affirmé que le service complet sera assuré dès ce matin.

La situation devrait être la même aujourd'hui à la Commission scolaire des Îlets. Par contre, aucun des véhicules d'Autobus Laval n'a circulé à cet endroit, hier.

Il semblerait qu'à des Îlets, comme à la Commission scolaire Charlebourg, on est peu enclin à se contenter d'un service partiel. On préfère attendre que le transport soit en mesure de fournir un service complet.

D'autre part, le porte-parole de des Îlets, M. Gaétan Genuis, a laissé entendre au SOLEIL que la commission a abandonné l'idée de sévir contre les autres transporteurs dont les chauffeurs n'ont pas déposé les élèves à l'école secondaire Les Sentiers, jeudi dernier. À ce moment, il avait été avancé que la commission pourrait refuser de payer les transporteurs en raison du non respect de leurs contrats.

Toutefois, de mentionner M. Genuis, hier, ces derniers ont très bien collaboré depuis ce temps en acceptant de modifier des parcours afin d'assurer un certain service à la population. Dans ces conditions, la commission pourrait fort bien passer l'éponge sur

les événements de la semaine dernière.

À Charlebourg, pendant ce temps, on devrait savoir ce matin quels circuits pourraient être assurés dès demain. D'après le porte-parole de la commission, M. Marius Lévesque, il est fort possible qu'on refuse un service partiel et qu'on attende plutôt qu'Autobus Laval soit en mesure d'assurer le service complet, ce qui est assuré pour vendredi.

La commission considère qu'un service partiel dessert plus qu'elle ne sert la population puisqu'il crée passablement de confusion parmi les usagers. À cet endroit, aucun véhicule d'Autobus Laval n'a circulé hier et aucun ne le fera aujourd'hui non plus.

Maternelle de St-Éleuthère: une solution serait proposée aux parents

La Commission scolaire des Frontières proposera au plus tard le 13 septembre une solution, qu'elle veut encore tenir secrète aujourd'hui, mais qu'elle a bon espoir de voir acceptée, à la vingtaine de parents du quartier Saint-Éleuthère de Pôhénégamook qui retiennent leurs petits de maternelle à la maison depuis le 31 août, jour de la rentrée, en raison du trop grand nombre d'élèves dans la classe.

par MARIE CAQUETTE
LE SOLEIL

Les parents, de leur côté, dénoncent l'injustice dont leurs enfants sont victimes alors qu'une maternelle d'un village voisin, Rivière-Blanche, qui dépend de la même commission scolaire bénéficie d'un ratio très bas, aux environs de 1/15. La porte-parole du groupe, Mme Colombe Saint-Pierre, mentionne que la maternelle de Saint-Éleuthère compterait 23 enfants.

Ces parents ont déjà refusé un compromis qui aurait amené le transfert de trois ou quatre enfants à l'école du quartier voisin d'Escourt, distant de cinq kilomètres environ. Pas question d'accepter un tel déracinement, explique Mme Saint-Pierre.

Selon ce porte-parole, la seule solution est de diviser la classe en deux. Signalons que par deux fois déjà cette demande des parents a été rejetée par la commission scolaire. Celle-ci ne dispose pas des ressources financières pour ajouter un professeur, disait hier au SOLEIL le directeur de l'enseignement primaire, M. Henri D'Amours.

M. D'Amours assurait que la commission scolaire « ne néglige pas ce problème et fait tout son possible pour le régler », mentionnant qu'on travaille à un autre projet qui sera présenté en premier aux parents, au cours d'une assemblée spéciale ou si cela n'est pas prêt avant, au cours de la prochaine réunion du conseil des commissaires le 13 septembre.

Par ailleurs, M. D'Amours tenait à préciser que le nombre d'é-

lèves en maternelle à l'école de Saint-Éleuthère sera plutôt de 20 enfants, étant donné deux demandes de dérogation qui devraient, semble-t-il, être bien accueillies au ministère, puisque les instances inférieures ont déjà porté un jugement favorable.

Enfin, concernant la faible nombre d'enfants par classe à la maternelle de Rivière-Blanche, ce porte-parole de la Commission des Frontières ajoutait que l'affectation des professeurs a été faite le printemps dernier selon le nombre d'inscriptions. Moins d'enfants que prévu se sont présentés à l'école en septembre, mais le réajustement des affectations ne serait plus possible, en raison de la convention collective des enseignants, précisait-il.

Chez les parents de Saint-Éleuthère de Pôhénégamook, l'heure est toujours à la mobilisation. Une pétition circule pour inviter la population des villages de la région du Transcontinental (Les Étroits, Saint-Athanase, Rivière-Blanche) à venir manifester son appui lors de la prochaine réunion du conseil des commissaires.



Le ministre de l'Éducation devrait confirmer d'ici le 15 septembre le projet d'école secondaire à St-Nicolas.

Construction d'une école à St-Nicolas On n'attend que le feu vert de Ryan

SAINT-ROMUALD - C'est probablement la semaine prochaine que le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, annoncera s'il donne le feu vert à la construction de l'école secondaire de 800 places à Saint-Nicolas. Un projet de \$6,5 millions.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

L'attaché de presse du ministre, M. Luc Rhéaume, a indiqué, hier, que la tournée provinciale entreprise par M. Ryan pour annoncer aux quatre coins du Québec les engagements financiers de son ministère pour la construction et l'agrandissement d'écoles n'était pas encore terminée.

« L'intention de M. Ryan est de compléter ses annonces pour le 15 septembre prochain », informe M. Rhéaume.

Déjà, le ministre de l'Éducation a fait part d'investissements de plus de \$35 millions en Gaspésie et dans les régions de Sherbrooke et de Montréal. Il ne lui reste plus qu'à dévoiler les intentions de son ministère pour les régions de Qué-

bec, de Drummondville et de l'Outaouais.

En juin 1987, la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière recevait une somme de \$100,000 pour la préparation des plans et devis de l'école de Saint-Nicolas qui doit ouvrir ses portes pour la rentrée 1990. Quinze mois plus tard, elle attend impatiemment les crédits nécessaires pour poursuivre l'élaboration des plans en vue d'une mise en chantier prochaine.

Par ailleurs, on souhaite que le ministre Ryan donne son accord pour la construction d'une autre école sur la Rive-Sud, soit à Saint-Jean-Christophe. Une maison d'enseignement de 800 places pour les élèves de 6e année et du premier cycle du niveau secondaire qui pourrait ouvrir ses portes en septembre 1991.

Prix en vigueur jusqu'au 10 septembre 1988



Notre cahier publicitaire vous propose de nombreuses autres subaines. (Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA.)

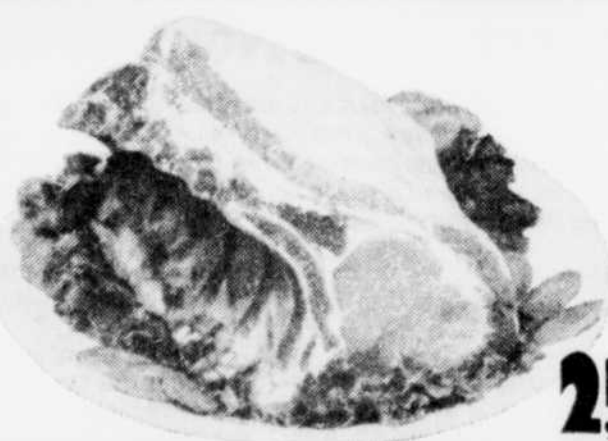


*marque de certification d'IGA Canada ltée

Boniprix



approvisionné par
Hudon et Deaudeulin ltée



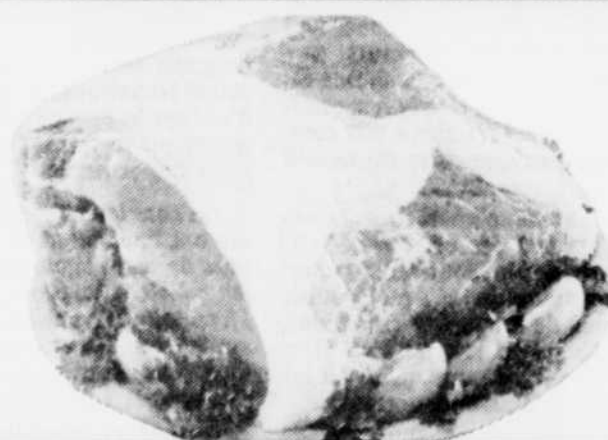
LONGES DE PORC FRAIS
Bout des côtes
Environ 1,4 kg

2,16 \$/kg
98¢ /lb



MOUCHOIRS DE PAPIER
Blanc
WHITE SWAN
150

69¢



LONGES DE PORC FRAIS
Bout du filet
Environ 1,4 kg

2,60 \$/kg
1,18 \$/lb



PAPIER HYGIÉNIQUE
Blanc
CAPRI
4 rouleaux

99¢



JUS DE FRUITS
Assortis
OASIS
1 L

87¢



LAITUE ICEBERG
Produit du Québec
Canada no 1
Grosseur 18
Ch.

49¢

Il y a un supermarché IGA près de chez vous!

Beauport ALIMENTATION A D R 885 av. Royale	SUPERMARCHÉ A PERIN & FILS INC 2480 chemin Sle Foy	St-Pierre-Beccours ÉPICERIE J N MAYRAND INC 181, route Marie-Victorin
Charlebourg COOP CHARLESBOURG IGA 7370 3e Avenue O	St-Anselme (Cité Dorchester) COOP IGA 50, rue Principale	Sle Foy ALIMENTATION LAFORÊTE INC 1300, rue Lakeside
COOP ORSAVILLE IGA 7010, boul. du Jardin	St-Jean-Christophe SUPERMARCHÉ A PERIN & FILS INC 912, rue Commerciale	COOP IGA 3355, rue de la Paroisse
Donnacoche SUPERMARCHÉ IGA 225, rue Notre-Dame	St-Jean-Port-Joli COOP LA PAIX 321, route de l'Eglise	MARCHE JOUVENCE INC 107, rue Adèle-Pierre
Dubouge COOP IGA 2300, Pêre-Lesbère	St-Joseph-de-Beauce COOP IGA 1021, av. du Palais	SUPERMARCHÉ BOYIN INC 3280, chemin Sle Foy
Lafontaine COOP IGA 378, rue Racine	COOP IGA 250, rue St-Louis	Sle Foy ALIMENTATION RAYMOND ROUSSEAU INC 1500, chemin St-Louis
Montréal COOP IGA 70, boul. Taché O	St-Lambert-de-Lévis ÉPICERIE CENTRE MATIC INC 1203, rue des Érables	St-Henri LES ENTREPRISES BOULANGERIE ET PIZZA INC 612, 1re Avenue
Montréal ALIMENTATION M B BERGERON INC 56 av. Ruel Beauport	St-Nicolas SUPERMARCHÉ CLEMENT Clement Ruel INC Péca Charpentier 4580, boul. St-Joseph	Viller ALIMENTATION O POULIN INC 335, boul Wend-Hamel
Québec SUPERMARCHÉ A PERIN & FILS INC 135, rue Des Chênes O	St-Nicolas COOP IGA 845, route Marie-Victorin	Pont-Rouge SUPERMARCHÉ J C BÉLAND L TEE 169, rue du Port

Le bureau régional de la CSST sur la Rive-Sud ira à Saint-Romuald

Selon toute vraisemblance, le nouveau bureau régional de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) sur la rive sud de Québec ira à Saint-Romuald.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Avant que la nouvelle soit officiellement confirmée, le conseil administratif de la CSST, qui est en fait l'instance décisionnelle de l'organisme paragouvernemental, doit donner son aval à la recommandation du comité de direction d'opter pour Saint-Romuald. C'est du moins ce qu'a laissé savoir, hier, au SOLEIL, la directrice des

communications à la CSST, Mme Adrienne Larouche.

Au total, 88 des 200 employés de la CSST déménageront sur la Rive-Sud. Selon un représentant syndical, M. Fernand Ancil, si le choix de Saint-Romuald reçoit la bénédiction des administrateurs de la CSST, il ne sera nullement contesté par le syndicat. Il précise que l'employeur et les travailleurs doivent se rencontrer d'ici peu afin d'élaborer les mécanismes qui détermineront la répartition

du personnel entre la Rive-Sud et Québec.

À l'heure actuelle, tous les employés de la direction régionale de Québec de la CSST sont regroupés au Parc Samuel Holland. En février 1989, au moment où le bureau de la Rive-Sud doit ouvrir ses portes, la centaine d'employés qui demeureront rattachés à la direction de Québec seront relocalisés dans de nouveaux locaux, à Place Cartier, sur le boulevard Charest, à Québec.

Mme Larouche a indiqué au SOLEIL que l'emplacement proposé à Saint-Romuald n'est pas encore déterminé. Cependant, sur

la Rive-Sud, on chuchote que l'organisme pourrait trouver niche à proximité du centre commercial, les Promenades du Sud, que doit construire le Groupe Hervé Pomerleau à l'intersection de la route 132 et du chemin du Sault.

Déception dans la Beauce

Le maire de Saint-Romuald, M. Denis Grenier, se croise les doigts. Il espère que les administrateurs de la CSST suivront les recommandations du comité de direction. Fier d'être le premier véritable bénéficiaire de la création de la nouvelle région administrative 03 B, M. Grenier croit que la venue de la CSST pourrait avoir un effet d'entraînement et donner un solide coup de pouce aux Promenades du Sud.

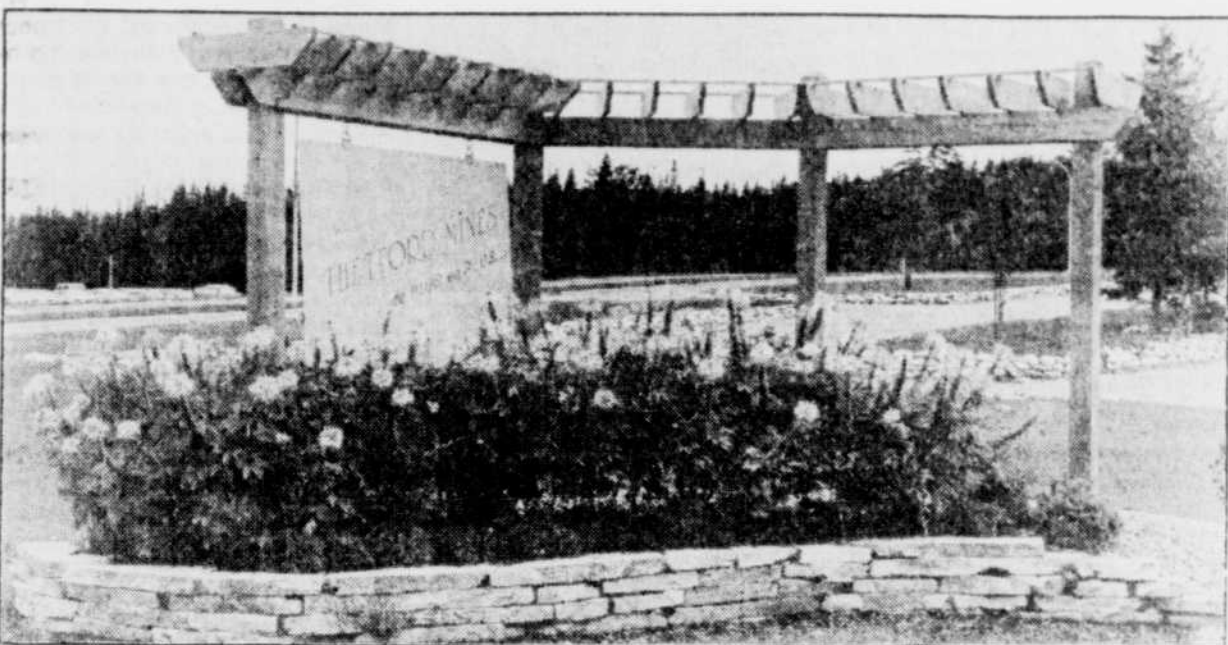
Informé de la possibilité que la CSST s'installe à Saint-Romuald, le maire de Lévis, M. Vincent Chagnon, s'est dit heureux que l'organisme semble avoir l'intention de choisir la Rive-Sud plutôt que la Beauce mais il aurait évidemment préféré que la CSST opte pour Lévis.

Lorsque la nouvelle a été ébruitée voulant que la CSST songeait à ouvrir un bureau régional sur la Rive-Sud, tout laissait croire que Sainte-Marie était en tête du peloton pour accueillir les 88 employés. Puis d'autres municipalités, dont Lévis, se sont pointées.

Sans doute à cause de la distance relative de Sainte-Marie par rapport à d'autres villes de la nouvelle région administrative 03 B, des complications causées par le déménagement des employés dont la plupart habite sur la rive nord, et des représentations des villes de la rive sud « immédiate » de Québec, le vent a, semble-t-il, viré de bord.

Le maire de Sainte-Marie, M. Pierre-Maurice Vachon, préfère attendre la décision finale des administrateurs avant de lancer la serviette. « Je serai un homme déçu si le bureau régional de la CSST va ailleurs qu'à Sainte-Marie », admet-il. Sans toutefois parvenir à mettre le doigt sur les motifs qui semblent nuire à la candidature de Sainte-Marie, il reconnaît que le facteur distance peut peser lourd dans la balance contre la Beauce.

« Un jour, il faudra cesser d'oublier Sainte-Marie », ajoute-t-il, en précisant que sa ville, comparativement à Saint-Georges et à Saint-Joseph, est moins bien desservie par la manne des emplois reliés à l'activité gouvernementale. « Alors que l'on recense, respectivement 120 et 116 travailleurs à l'emploi de l'État à Saint-Georges et à Saint-Joseph, Sainte-Marie n'en compte seulement que quatre », mentionne M. Vachon, en précisant que cette statistique « oublie » les employés du réseau des affaires sociales.



L'un des six panneaux de bienvenue et massifs paysagers qui ont été aménagés aux entrées de la ville de Thetford Mines.

Thetford est déçue d'avoir raté le grand prix de Villes fleuries

THETFORD MINES - Au lendemain de la proclamation des gagnants, la ville de Thetford Mines est déçue de ne pas avoir raté le premier prix provincial au concours annuel des « Villes, villages et campagnes fleuries », dans la catégorie des municipalités de 10,000 à 50,000 habitants. Pour la deuxième année consécutive, c'est Côte-Saint-Luc, dans la région de Montréal, qui a mérité la palme dans cette catégorie.

par FORTUNAT MARCOUX
LE SOLEIL

Hier, le maire Henri Therrien cachait mal sa déception même si sa ville a remporté, pour la quatrième année consécutive, le premier prix pour la région de Québec. « C'est le premier prix provincial que nous convoitions »,

a-t-il noté. « On essaiera de faire mieux l'an prochain », a-t-il ajouté. D'ailleurs, la dernière campagne d'embellissement s'était déroulée sous le thème « À Thetford, j'y vais pour une première place fleurie ».

\$100,000 de plus

La déception du premier magistrat est fort compréhensible. Pour rester fleurie, la ville a, en plus d'avoir maintenu son pro-

gramme régulier d'embellissement, investi en travaux d'aménagement paysager les \$97,350 qu'elle a reçus d'Hydro-Québec en guise de compensation pour la construction, au coût de \$8 millions, d'un nouveau poste de distribution qui alimentera bientôt Thetford et le secteur s'étendant vers la Beauce.

Depuis 1984, soucieuse de préserver la qualité de l'environnement et même de la promouvoir, Hydro accorde un crédit à la municipalité où elle réalise un projet pouvant avoir un impact sur l'environnement, comme la construction d'une centrale, de lignes ou de postes de distribution.

À Thetford, la contribution de la société d'État a été utilisée pour l'installation de panneaux-bienvenue, l'aménagement de massifs d'arbustes et de pergolas, et la plantation d'arbres.

Nouvelle commissaire

Une nouvelle commissaire d'école a été nommée la semaine dernière à la Commission des écoles catholiques de Québec, dans le quartier numéro 11 de Saint-Pascal. Il s'agit de Mme Colette Carrier-Lapointe qui remplacera Mme Jacqueline Côté, décédée cet été. La nouvelle commissaire a été nommée à la suite d'une consultation menée dans le milieu et elle prètera serment au cours du mois. Par ailleurs, Mme Lise Beaudoin a été nommée secrétaire générale par intérim. Elle devrait occuper ce poste jusqu'à la fin d'octobre, quand sera définitivement nommé un successeur à M. Marc des Roches, qui a récemment accédé au poste de directeur général adjoint.



Alain BOUCHARD

La banderole

C'est écrit, sur le formulaire bleu : **Contact; Identification du bénéficiaire; Problème actuel; Demande actuelle; Symptômes récents; Planification du suicide; Traitement médical ou psychiatrique actuel ou antérieur**, etc. Dès que le téléphone sonne et que l'interlocuteur ouvre la bouche, l'« écouteur » ou l'« écouteuse » commence à écrire, en ouvrant ses oreilles bien grandes. L'interlocuteur peut être le suicidaire lui-même ou, comme ça se produit désormais dans 40 pour 100 des cas, un de ses proches.

Quelque 10,000 à 12,000 dossiers en 10 ans, une moyenne de 40 téléphones par jour, 1,200 bénévoles qui se sont relayés à l'écoute.

« Ce que les suicidaires veulent, me dit Mario, ce n'est pas mourir. C'est faire cesser leur souffrance. »

C'est sa façon à lui et à ses chums de sentir leur utilité.

« Si on leur offre une alternative, une autre façon de soulager cette souffrance, disent-ils, alors ils mettent le suicide de côté. »

Mario a 25 ans. Seulement 25 ans. Et il parle de la réalité du suicide comme s'il avait passé 50 ans là-dedans. Il y a des gens qui apprennent plus vite que d'autres. Mais il y a surtout des gens qui « sentent » plus et plus vite que d'autres.

Il dira, par exemple : « Les seuls suicidaires qu'on prend au sérieux, ce sont malheureusement ceux qui se sont suicidés. »

Tout ça se dit et se passe derrière la grande banderole bleue et blanche du chemin Sainte-Foy. Une banderole qui proclame, à la fois doucement et presque allègrement : **CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE, 10 ANS DÉJÀ!** C'est juste en face de la caserne de pompiers, à côté du restaurant Le Jade. Vous l'avez peut-être remarquée.

Bonheur garanti

Un drôle de point d'exclamation. Habituellement, c'est écrit : **MACHINCHOUETTE BURGER, 10 ANS DÉJÀ!** Ou : **JOS TOTO SKIDOO, 10 ANS DÉJÀ!** Inoffensif, un peu banal, bêtement triomphaliste. Ou alors non. Ce ne serait ni banal ni inoffensif : ce pourrait plutôt être, à la limite, le genre d'insupportables réussites qui pousseront le suicidaire à commettre le geste. Quand quelqu'un a l'âme qui éclate, ce type de steppettes est parfois bien dur à supporter...

Mais : **CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE, 10 ANS DÉJÀ!** ce n'est surtout pas banal. Et ça ne peut être triomphal non plus. C'est plutôt le genre de choses dont on aimerait pouvoir se passer depuis toujours et pour toujours. À plus forte raison depuis et pour 10 ans!

Donc, la banderole frappe.

D'autant plus que la rentrée d'automne, encore cette année, a l'air d'un beau gros pétard multicolore qui garantit le parfait bonheur à tout le monde. Je veux parler de la rentrée scolaire en tweed et en velours de satin. Je veux parler de la programmation de certains médias électroniques dans laquelle la vie ressemble à une belle grosse annonce de bière. Je veux parler de tous ces gagnants de Loto-5-10-15 et autres maisons Kinsmen. Comment être malheureux dans ce bas monde? Comment en arriver à pareille idée que l'idée de se suicider?

De fait, l'un des principaux phénomènes constatés dans la complexe réalité du suicide est le refus de prendre les menaces de suicide au sérieux. « Admettre qu'un proche pense vraiment au suicide, dit Mario, c'est admettre qu'on a une responsabilité vis-à-vis de lui. Tandis que d'en rire, que de le prendre à la légère, « déresponsabilise ». Ça évite de se sentir responsable. »

Même ceux qui ont le tweed, le fric et la maison Kinsmen avec belle petite famille, baignole de l'année et gazon se suicident parfois. « Parce qu'ils ont des choses à perdre, me dit René, un collègue de Mario. Et qu'ils ont peur de les perdre. »

Ce sont les femmes qui tentent le plus de se suicider — encore. Mais ce sont les hommes qui réussissent le plus leur suicide. Parce que « tenter » de se suicider, c'est s'ouvrir, gémir, pleurer. Et que, dit René, « les hommes, ça ne pleure pas... »

On me disait ça quand j'avais cinq ans. On me disait ça quand j'avais 10 ans. Quand j'avais 20 ans, 30 ans. Je ne l'ai jamais cru. Je ne le crois pas plus aujourd'hui.

Les hommes pleurent sans arrêt, à leur façon. C'est peut-être simplement qu'on ne les écoute pas. Parce que ce sont des hommes...

Campagne de surveillance de quartier, à Charlesbourg

Des citoyens vigilants, l'entraide entre voisins, une collaboration accrue avec les policiers pour faire diminuer le taux de vols par effraction dans les résidences, tels sont les objectifs présentés par le maire de Charlesbourg, M. Ralph Mercier, hier, lors du lancement du programme de surveillance de quartier mis de l'avant par la municipalité en collaboration avec le service de police.

par YVES THERRIEN
LE SOLEIL

Rappelant que le nombre de vols par effraction avait grimpé de 53 pour 100 entre 1986 et 1987 (1,067 vols contre 694), le maire Mercier a souligné l'importance et la nécessité de mettre en place un programme de prévention susceptible de ramener la sécurité dans les quartiers résidentiels de la ville.

« Le programme de surveillance de quartier donnera d'excellents résultats dans la mesure où les citoyens participeront, lance-t-il. Un programme analogue existe à Laval et il s'est avéré efficace. »

Trois districts seront d'abord touchés par ce programme, de manière à le rodier et à y apporter les correctifs nécessaires avant de l'étendre à l'ensemble du territoire de la municipalité. Les citoyens des districts no. 1 (Saint-Rodrigue), no. 8 (Saint-Pierre) et no. 10 (Bon Pasteur) seront convoqués à des soirées d'information dans les prochains jours où l'on expliquera les modalités de fonctionnement du programme.

« Cet outil de prévention et de protection favorise le bon voisinage », a indiqué le directeur de la protection publique, M. Jacques Marchand. Nous voulons en même temps privilégier un nouveau type de relations entre policiers et citoyens qui pourront aider à faire diminuer le taux de criminalité sur notre territoire. »



Chaque citoyen sera invité à prendre part activement au programme en étant membre du réseau de surveillance ou membre du comité de district qui coordonnera les activités de ce réseau. Affiches sur les panneaux de signalisation, autocollants et pictogrammes ayant pour thème « Mon voisinage je l'ai à l'œil » rappelleront que les citoyens du quartier surveillent ce qui se passe dans leur entourage.

Le maire n'a toutefois pas voulu dévoiler le montant consacré au programme de surveillance soulignant simplement que les fonds nécessaires avaient été engagés et que trois personnes avaient été embauchées pour mettre le programme au point et suivre son évolution.

PLACE FLEUR DE LYS • PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • PLACE CARNAVAL • TROIS-RIVIÈRES • MONTREAL

La Rentrée de MEXX

promotion

Obtenez un crayon Mexx avec tout achat de vêtements de la collection Mexx.

MEXX

jusqu'à épuisement

clément

Carte verte: 012651.

Protéines
Vitamines
Minéraux
Vitaux
Brevé sport

Shaklee

En harmonie avec la nature

QUÉBEC
Aimée et R. Gauvin
527-1955

ORSAINVILLE
Monique Guérard
627-3383

BEAUPORT
Sonya Théberge
663-4543

NEUFCHÂTEL
Raymonde Delisle
842-8364

ST-NICOLAS
Stella Thiboutot
831-2889

CHARLESBOURG
Andrée Lasnier
622-5795

POISSONNERIE

QUAI-BEC

POISSONNERIE

FILETS de MORUE frais 3.29\$ lb	DARNE de SAUMON frais Silver Brite 6.99\$ lb
MOUSSE de SAUMON FUMÉ 10.59\$ lb	MOULES de CULTURE île du Prince-Édouard 1.59\$ lb

FAUBOURG LAUDANCE STE-FOY RUE DU CAMPANILE (7 jours/semaine) 653-6097	HALLS FLEUR DE LYS 245, SOUMANDE (7 jours/semaine) 527-3039	44, BOUL. KENNEDY GALERIES ROND-POINT, LÉVIS 835-1581	574, BOUL. ROCHETTE BEAUPORT 663-1733
--	---	---	--

Le centre-ville vivait une vraie décadence (Talbot)

(suite de la page une)

employés dans le Livre blanc sur le développement culturel (1978). 4.000 personnes déplacées.

Nous sommes en 1961. Le jeune gouvernement Lesage, en pleine euphorie de ce qui devait s'appeler plus tard la « révolution tranquille », veut se donner, au cœur de sa capitale naturelle, une cité parlementaire à la hauteur de ses ambitions canadiennes et mondiales, à l'image de son slogan « Maître chez nous ».

Pour ce faire, il fallait prendre possession, ni plus ni moins, de la colline de Québec, toute cette partie de ville qui va, en longeant l'axe de la rue Saint-Cyrille, de Dufferin à l'avenue Salaberry, et des plaines d'Abraham à la rue Saint-Gabriel, en parallèle de la rue Saint-Jean. Plus de 52 acres (2.216.000 pieds carrés de surface au sol) de la meilleure terre à construire de la ville, selon le rapport Fiset de 1963. La glorieuse cité parlementaire devait occuper le centre de ce plateau urbain nommé, pour l'ensemble, la « Colline parlementaire ».

Le ministère des Travaux publics sera le maître d'œuvre du projet, conseillé par un ami du premier ministre, l'architecte et urbaniste Édouard Fiset.

Tout le côté sud de Saint-Cyrille et de son prolongement, la rue de l'Artillerie, sera exproprié et acheté par le provincial. Tout le côté nord de la même artère (l'aire no 3) devait être exproprié par la ville, selon les vœux de son maire, M. Wilfrid Hamel, et confié à des entrepreneurs proches des caisses électorales des partis politiques, mais toujours sous le contrôle des Travaux publics.

Ce qui fera dire plus tard au maire Gilles Lamontagne (LE SOLEIL du 17 février 1967) que la ville de Québec « avait été mise sous tutelle en ce qui concerne le réaménagement de l'aire no 3 ». Il aurait pu dire de même pour l'ensemble de la colline parlementaire.

Le 10 juin 1961, le gouvernement Lesage sanctionnait la Loi 9-10 Elizabeth II, ch. 17 qui créait la Commission d'aménagement de Québec dont le mandat était de conseiller le gouvernement dans la construction de la cité parlementaire et le réaménagement de la colline parlementaire.

En se portant acquéreur des terrains, le gouvernement Lesage signait l'ordre de déportation (ou de déplacement) de, potentiellement, 4.634 résidents, selon les chiffres du rapport Fiset. Le même rapport évaluait le coût des opérations d'acquisition des terrains dans tout le secteur à \$16.245.000 et des poussières. Et le coût de construction et de l'aménagement à un peu plus de \$82 millions. Un projet gigantesque pour l'époque.

Une ville crucifiée

Pour comprendre toute cette histoire, il faut se rappeler le climat euphorique de l'époque et voir la situation dramatique de Québec à ce moment.

La révolution de Jean Lesage et de René Lévesque (et des gouvernements suivants) fut tout sauf tranquille, regardée par l'entremise de ses réformes. Les rapports Parent (réforme de l'éducation), Castonguay (universalité des soins de santé) et, un peu plus tard, le rapport La Haye (l'organisation spatiale et l'urbanisation des villes du Québec) annonçaient



Le Soleil, Roland Marcoux
Pierre Talbot: Des quartiers entiers, vétustes, mal construits, vivaient à la limite de la misère noire.

déjà que les Québécois changeraient leur poêle à bois pour des fours à micro-ondes et leur petit catéchisme pour des antennes paraboliques et des ordinateurs.

À Québec, en ville, la situation ressemblait à celle des villes européennes crucifiées par la dernière grande guerre. Des milliers de familles quittaient le centre-ville et des logements mal entretenus comme si les bombardiers allemands étaient annoncés.

Pierre Talbot, vice-président et directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, et, depuis 30 ans, témoin privilégié de la vie municipale, décrit ainsi la situation:

« On l'imagine mal aujourd'hui, dit-il, mais il y a 25 ans, le centre-ville de Québec vivait une vraie décadence. Des quartiers entiers, vétustes, mal construits, vivaient à la limite de la misère noire. La rivière Saint-Charles puait, le port tombait dans l'eau, les petites industries locales fermaient leur porte. Le rapport Martin parlait de « ville à la dérive ». Québec était la ville la plus dévastée au Canada ».

Pour tout dire, le « prince » ne se souciait pas de sa capitale, paraphrase-t-il.

« Au conseil municipal, le maire Hamel jouait au bridge, poursuit Pierre Talbot dans son langage imagé. La table du conseil était réversible; il suffisait de la virer de bord pour la transformer en table à cartes... »

C'est pour mettre fin à cette administration « plus incompétente et folklorique que malhonnête » que, selon les témoins de l'époque, la Chambre de commerce provoqua la formation du parti du Progrès civique et choisit le jeune et ambitieux Gilles Lamontagne comme maire.

Aujourd'hui, Gilles Lamontagne, que tous les vieux Québécois appellent encore avec affection « Monsieur le maire », dit de cette époque qu'il a connue comme commerçant prospère (propriétaire du magasin de porcelaine Korker et de ses quatre succursales) puis, plus tard, en 1965, comme maire: « Le rapport Sylvestre avait démontré l'état déplorable de l'administration municipale, mais il fallait voir la condition des citoyens de Québec. Toute la ville était à rebâtir. Il n'y avait même pas d'eau potable. Les gens buvaient et se lavaient dans de l'eau jaunâtre simplement fluée », dit-il.

Toujours est-il que la décision d'exproprier l'aire no 3 (quartier Saint-Patrice et les alentours) et celle de « percer » le boulevard Saint-Cyrille était déjà prise et en marche quand Gilles Lamontagne prit le pouvoir à Québec, le 1er décembre 1965, (il le gardera jusqu'à sa démission, le 1er décembre 1977), à la tête du premier parti politique municipal au Québec après celui du maire Jean Drapeau de Montréal, le Progrès civique, qui dure encore avec le maire Jean Pelletier, sous la forme d'une sorte de dynastie.

Fiset et La Haye, même combat

En avril 1962, la Commission d'aménagement de Québec dresse un plan-projet de colline parlementaire et de « réaménagement du secteur limitrophe ».

En octobre 1963, la même commission soumet son rapport sur l'aménagement de la cité parlementaire et du secteur, avec plans et maquettes. C'est le fameux rapport Fiset. L'architecte établit clairement que la cité parlementaire ne peut se construire de façon harmonieuse si on laisse tout le côté nord du boulevard Saint-Cyrille aux mains des « développeurs » privés et de la ville. L'aménagement de la colline parlementaire sera globale ou ne sera pas. M. Fiset avait déjà mis le doigt sur le bobo qui tuera, plus tard, tout le projet.

Déjà se pointait à l'horizon un groupe piloté par le Montréal Trust et qui avançait l'idée de

construire, sur ce qui est aujourd'hui Place Québec et le Hilton, un projet de \$40.000.000 comprenant trois tours dont un grand hôtel pour occuper tout le quadrilatère formé par le boulevard Saint-Cyrille, les rues Saint-Joachim, Saint-Eustache et Saint-Augustin.

Les plans de Fiset, au sud de Saint-Cyrille, dessinent une cité parlementaire « idéale », tellement idéale qu'elle ne se réalisera jamais. Aucune des « tours à bureaux » qui devaient confirmer définitivement Québec dans son rôle de capitale administrative, même pas celle, la plus prestigieuse, qui abriterait le ministère de l'Éducation, le « G », ne devait dépasser en hauteur la flèche de l'Hôtel du Parlement. Les gabarits devaient former dans le ciel de Québec une ligne d'horizon harmonieuse. Et le boulevard Saint-Cyrille ressemblait, sur maquette, à quelque Champs-Élysées ultramoderne.

Autre intervention majeure au début de l'année 1965, qui marque l'arrivée dans le dossier de la grande figure de l'urbaniste Jean-Claude La Haye qu'on accusera, plus tard, à tort, de tous les péchés d'Israël. Selon La Haye, considéré aujourd'hui comme la plus grande figure de l'urbanisme au Québec, et professionnel respecté dans tout le Canada, il n'y a jamais eu de différences fondamentales entre les plans de Fiset et les siens pour la cité parlementaire et l'aménagement du secteur. « Nous étions d'accord sur l'essentiel, professionnellement », dit-il aujourd'hui.

Certaines dérogations, dit-on

En ce début d'année 1965, le premier ministre Lesage confie à son ami l'avocat Yves Pratte le mandat de présider un comité ad hoc qui étudiera les maquettes préparées par le groupe T.A.C. (Gropius) et par la firme Walker Tessier Bissonnette et Corriveau.

Cette décision est lourde de conséquences. Le premier ministre est dans une impasse. Les plus gros fournisseurs de la caisse du Parti libéral voient la poule aux oeufs d'or dans l'aménagement de l'aire no 3. Et ses services lui signalent « certaines dérogations » au projet de réglementation de la Commission d'aménagement de Québec. En faisant intervenir le brillant Yves Pratte, qui deviendra le juge que l'on sait, Jean Lesage se lave les mains.

D'autant plus que Yves Pratte a un grand ami qui s'appelle Jean-Claude La Haye avec qui il vient de fonder la Corporation des urbanistes du Québec. Dorénavant et jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, le 15 novembre 1976, ce sera ce La Haye-là qui portera la croix et la bannière du réaménagement de la colline parlementaire et de la création d'une cité administrative rêvée.

Le dernier rapport

Le rapport de la dernière chance fut commandé le 26 septembre 1968 par le gouvernement de Daniel Johnson. Oeuvre de Jean-Claude La Haye, toujours, pour le comité directeur de la Commission d'aménagement de Québec, il s'intitulait de façon optimiste: « Le concept général de réaménagement de la colline parlementaire (1967-1987) ».

C'était déjà trop tard. À l'instigation de Daniel Johnson, à Québec, et de Jean Marchand, ministre de l'Aménagement régional, à Ottawa, la priorité de l'effort économique des gouvernements supérieurs passaient de la colline parlementaire à la place Royale et au port de Québec.

En 1967, la Loi sur la Société d'habitation du Québec enlevait à la Commission d'aménagement de Québec une partie de ses pouvoirs et, en 1969, la Loi créant la Communauté urbaine de Québec la faisait disparaître du paysage.

Les gouvernements de Jean-Jacques Bertrand et d'Antonio Barrette eurent bien d'autres chats à fouetter en 1968 et 1969, comme on le sait. La dynamique du projet se maintint de peine et de misère sous le premier règne de Bourassa pour être enterrée définitivement lors d'un colloque organisé par l'université Laval, en 1977, alors que les champions de la conservation du patrimoine tenaient le haut du pavé avec les tenants de la révolution sociale.

Ce qui fait dire à Jean-Claude La Haye que, durant les années 70, on ne pouvait plus rien construire à Québec. « La moindre cabane à chien du centre-ville de Québec était considérée comme un objet historique; il aurait fallu tout rénover même ce qui n'avait aucune valeur architecturale ou patrimoniale », dit-il avec dérision.

Des idées et des hommes

L'interview des gens qui ont vécu tous ces événements ou qui les ont analysés montrent qu'on peut voir cette affaire de bien des façons et que la ville de Québec avait « servi de laboratoire à des apprentis sorciers », comme le remarque l'urbaniste Serge Filion, directeur de l'aménagement du territoire à la ville de Québec.

L'architecte Jean-Marie Roy fait partie de la firme Gauthier, Guité & Roy. C'est ce bureau d'architectes qui revendique le redoutable honneur d'avoir signé le complexe « G ». « Qui sait, dit-il, si dans 20 ans, l'évolution de la ville de Québec ne nous donnera pas raison. Le boulevard Saint-Cyrille et l'axe Dufferin-Montmorency peuvent encore être réaménagés ».

« Il faut comprendre, explique Jean-Marie Roy, que ce quartier de Québec était considéré, au début des années 1960, comme vé-

tuste et non récupérable. L'exode des résidents du centre-ville vers la banlieue avait commencé bien avant que l'on entreprenne la construction de la cité parlementaire.

« Autrefois, la population de Québec était moins préoccupée de son patrimoine urbain de la même façon qu'elle était moins sensible à son patrimoine domestique. Tout cela a bien changé et il est bien certain qu'on ne pourrait plus construire de la même façon aujourd'hui qu'il y a 20 ans, heureusement d'ailleurs.

« Nous, comme architectes, nous avons construit l'édifice de l'Éducation à partir d'une commande ferme du ministère des Travaux publics. Cela ne m'a jamais empêché de penser, dit Jean-Marie Roy, qu'une ville est belle par son site naturel et son ensemble bâti, et non par ses édifices vedettes. La ville de Québec ne mettra jamais trop de contrôle pour éviter tout développement anarchique », conclut-il.

Pierre Talbot, le haut-parleur des chambres de commerce, n'y va pas avec le dos de la cuillère quand il s'agit de parler des erreurs dans cette affaire. « Il faut donner le mérite au Parti québécois, dit-il, d'avoir arrêté le massacre sur la colline parlementaire ».

« Pour être tout à fait honnête, poursuit-il, il y avait consensus à Québec pour construire une cité parlementaire ultramoderne et flamboyante. On voulait construire pour mille ans à venir, convaincu que Québec, la ville et la province, aurait bientôt une voix importante dans le concert des nations. On croyait que la région immédiate de Québec comprendrait un million d'habitants au début de l'an 2000.

« En fait, dit encore M. Talbot, le modèle, c'était la ville de Boston. On voulait refaire Boston à Québec. Pas surprenant que les ingénieurs des Travaux publics se soient empressés d'implanter une autoroute en pleine ville. Les modèles venaient de l'étranger, des États-Unis surtout. »

Deux témoins de l'époque, qui ont tenu à garder l'anonymat, expliquent ainsi la tour du complexe « G »: « Les architectes québécois, disent-ils en résumé, revenaient chez nous formés dans les meilleures écoles d'architecture du monde. Nos dirigeants voulaient prouver qu'ils pouvaient eux aussi en faire des grandes tours comme à New York ou Chicago. Tous les édifices en hauteur de Montréal étaient signés par des architectes étrangers, américains surtout. La tour du ministère de l'Éducation fut l'occasion de prouver à la face du monde que les professionnels québécois pouvaient eux aussi construire en hauteur, et ce, malgré l'avis des urbanistes, eux aussi fortement et nouvellement diplômés des meilleures universités.

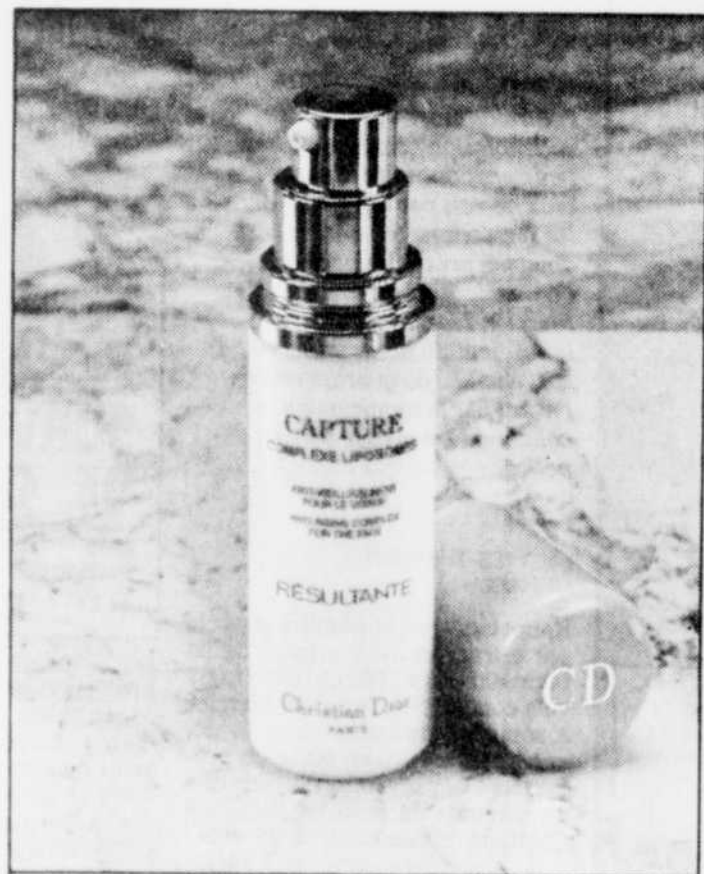
Pierre Talbot, précise à ce sujet: « Les ingénieurs des Travaux publics tenaient la ville sous tutelle et personne n'osait contredire les professionnels qui détenaient une autorité quasi divine du haut de leurs diplômes ».

Du côté des administrateurs municipaux, le conseiller François Marchand, avocat et urbaniste de formation, voit la chose de façon lapidaire: « Si Québec n'avait pas manqué d'argent, la catastrophe aurait pu être bien pire encore. Cet exemple pénible de développement urbain, dit-il, aura au moins servi à mettre fin au mythe de la croissance indéfinie pour Québec... »

L'urbaniste Serge Viau, architecte de formation et directeur du service de l'urbanisme à la ville de Québec, déclare: « Toute cette histoire nous aura au moins permis de mettre fin à l'idée qu'on peut se servir des modèles de l'architecture internationale dans une ville comme Québec qui possède un caractère propre. Le bon développement de Québec doit lui ressembler ».

Voilà l'histoire ponctuelle, forcément partielle et partielle, du plus farouche projet rêvé pour Québec, il y a 25 ans. Aujourd'hui, le nouveau projet de ville rêvée s'appelle « Le Plan d'aménagement et de développement de la ville de Québec ».

POUR VOUS : CHRISTIAN DIOR CHEZ EATON



Nouveau format 20 mL

48⁰⁰ ch.

« Capture », pour aider votre peau à paraître plus jeune en peu de temps. Ce produit est conçu pour agir sur les différentes couches cutanées et ainsi contribuer à garder l'épiderme souple et doux. Profitez de cette occasion, pour vous procurer « Capture » en format de 20 mL.

1. « Capture », 20 mL, 48.00 ch.

« Capture » pour aider à redonner une apparence de jeunesse à votre peau! Offre spéciale Christian Dior et Eaton!

75⁰⁰ l'ens. (valeur de 134.00)

« Capture », pour aider à contrer les signes visibles du vieillissement de la peau.

Procurez-vous ce sac à maquillage en velours rose contenant:

Capture, 30 mL;
Démaquillant hydratant « Hydra-Dior », 60 mL;
Tonique « Hydra-Dior », 60 mL;
Crème contour des yeux, 5 mL;
Crème de jour pour les rides, 5 mL.

Profitez de cette offre spéciale, il s'agit d'un produit très efficace pour la peau, offert en exclusivité Eaton.



EATON

Nous sommes... le grand magasin du Canada

PLACE STE-FOY
653-9331
GALERIES CHAGNON
833-7744
GALERIES DE LA CAPITALE
627-5811

POUR MIEUX CONSOMMER...

Les pages "Consommation" du Mercredi: Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de votre consommation.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2382

Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

Le «G» a massacré Québec, dit l'urbaniste La Haye

Entre la formation du comité Pratte et la publication du rapport La Haye, il est intéressant d'entendre les témoignages de deux des principaux acteurs du dossier: l'un, l'urbaniste Jean-Claude La Haye qu'on reconnaît aujourd'hui comme l'un des grands artisans de plusieurs lois et réformes urbaines et municipales majeures au Québec, et l'autre, l'ancien maire de Québec, M. Gilles Lamontagne, aujourd'hui lieutenant-gouverneur de la province.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL



L'urbaniste Jean-Claude La Haye: l'une des plus pénibles expériences de sa vie professionnelle.

Confortablement installé dans une retraite active dans l'île des Soeurs, au large de Montréal, où il embrasse le fleuve de sa terrasse, directeur général, pour garder la bonne bouche, de la Société de la Maison des sciences et des techniques, Jean-Claude La Haye, comme Félix Leclerc à la fin de sa belle et riche vie, regarde couler le Saint-Laurent en s'interrogeant sur les grandeurs et les misères de ce peuple québécois qui n'en finit pas de repousser la modernité tout en en profitant à plein, comme par un dynamisme foncier incroyable.

Le 17 août dernier, chez lui dans l'île des Soeurs, il donnait 20 ans après, avec nostalgie, son opinion sur l'échec de la cité parlementaire de Québec.

« Jean Lesage, dit-il, voulait construire des édifices administratifs pour garder à Québec l'essentiel des fonctions administratives du gouvernement. Il voulait rapatrier 10,000 fonctionnaires sur la colline de Québec. Édouard Fiset et moi, avec quelques autres, nous voulions en profiter pour faire du boulevard Saint-Cyrille la plus animée des rues de Québec. En réussissant Saint-Cyrille tout en construisant la cité parlementaire, nous aurions pu sauver toutes les plus belles maisons de la Grande Allée, en préservant, plus bas, le cachet typique de la rue Saint-Jean, et tout cela en préparant le 'carré' d'Youville à devenir le centre des affaires à Québec. C'était cela, en gros, notre projet.

« Je suis obligé de dire aujourd'hui, poursuit-il, que tout ce pro-

jet de la colline parlementaire à Québec fut l'une des plus pénibles expériences de ma vie professionnelle. La tour de l'éducation (le 'G') a massacré complètement la silhouette de Québec.

« Je me suis battu personnellement, dit-il, contre les fonctionnaires-ingenieurs des Travaux publics pour faire de cet immeuble quelque chose qui ressemblerait à ce qu'est devenue Place Desjardins, dans l'est de Montréal. (Le concept de Place Desjardins serait donc né de celui pensé pour Québec).

« Les gens, ajoute-t-il, sous les tours reculées par rapport à la rue, n'auraient vu que trois étages, des basiliques à dimension humaine, occupés au niveau de la rue par des services, des com-

merces, des cinémas, des restaurants, sous des arcades ouvertes comme on peut en voir rue de Rivoli, à Paris.

« Tel qu'il est, le 'G' a tué complètement Québec, poursuit sur sa lancée, Jean-Claude La Haye. De la même façon que le Grand Théâtre (construit à la même époque sur le territoire délimité de la colline parlementaire) a tué la rue Saint-Cyrille en creusant ce recul inhumain et infrequentable ».

Selon l'urbaniste La Haye, le projet douteux de « percer » le boulevard Saint-Cyrille fut une décision de la ville de Québec avec laquelle il a fallu composer par la suite. Plus tard, pendant qu'on discutait de l'aménagement de Place Saint-Cyrille (aujourd'hui Place Québec) le maire Lamontagne est arrivé avec le projet de l'hôtel Concorde.

« La Commission d'aménagement de Québec était unanime contre le projet du Concorde tel qu'il fut fait et à cet endroit, insiste-t-il. Parce qu'il assassinait le caractère authentique de la Grande Allée ». « C'est le maire Lamontagne qui a imposé l'hôtel Concorde », affirme l'urbaniste.

Toujours selon M. La Haye, le complexe « H » aurait été une tour de 11 étages dans la Grande Allée,

n'eut été de la bataille qu'a menée la commission d'aménagement. Nous n'avons pas pu empêcher la destruction de belles maisons, mais au moins on a obtenu que les bureaux du premier ministre respectent le gabarit des maisons de la Grande Allée (trois étages).

« À cette époque, précise M. La Haye, c'étaient les 'ingenieurs-forestiers' du ministère des Travaux publics qui étaient les rois et maîtres quand il s'agissait de construction d'édifices et de routes. La tour de l'Éducation, c'est eux; l'autoroute Dufferin-Montmorency, c'est eux; le 'H', c'est encore eux. »

Le maire Lamontagne

Aujourd'hui, dans son bureau de vice-roi de la province de Québec, au 1050, de la rue Saint-Augustin, au coeur donc de cette colline parlementaire inachevée, le lieutenant-gouverneur Gilles Lamontagne (il préfère encore se faire appeler M. le maire) regarde toutes ces péripéties avec l'indulgent lucidité que lui donne ses 70 ans.

« Si on veut faire le procès de cette époque, il faut se replacer dans le contexte de ce temps-là, dit-il. Nous partions de l'année zéro: pas de réseau routier, une vieille ville historique qui se dela-



L'ex-maire Gilles Lamontagne: le Concorde, si je dois accepter une erreur, c'est bien celle-là.

faire des compromis pour sauver l'essentiel », explique-t-il.

« Au début des années 1960, précise-t-il, la ville de Québec n'était pas en tutelle juridique mais en tutelle de fait. J'avais deux buts principaux: préserver l'héritage historique du Vieux-Québec et, en dehors des vieux murs, relancer la ville de Québec vers le progrès économique. Je crois que nous avons bien réussi ces deux objectifs majeurs.

« Quant à l'hôtel Concorde dans la Grande Allée, dit M. Lamontagne, si je dois accepter une erreur, c'est bien celle-là. Il faut comprendre encore que nous avions une soif exceptionnelle d'accommoder le tourisme. C'est moi aussi qui a attiré la chaîne Hilton à Québec, en sachant la vitrine que cela nous donnait dans le monde entier.

« L'hôtel Concorde, à l'endroit où il a été construit, et la démolition des vieilles demeures de la Grande Allée sont bien les deux choses que je regrette le plus », confesse avec une belle sincérité, Gilles Lamontagne.

Demain: Le « Plan », le grand défi de Québec pour l'an 2000.

TOUT

Pour toutes les femmes qui sont en vous!



ACHAT
SPECIAL
TOUT DOUX, TOUT CHAUD
les pulls, laine d'agneau et angora. Des coloris traditionnels ou les nouveaux vifs. p.m.g.
À l'unanimité un élément-mode indispensable.
Le cardigan rég. 125\$.

Spécial 99.95\$
Le col roulé rég. 95\$
79.95

Norman

PLACE LAURIER PLACE FLEUR DE LYS GALERIES CHAGNON MAIL CENTRE-VILLE COMMANDES TÉLÉPHONIQUES 529-0911

ÉCOLE DE DANSE

Lisette Labrie

• DANSE SOCIALE

SESSION D'AUTOMNE
DÉBUTANT LE 11 SEPT.

INFORMATION ou INSCRIPTION

628-7252



Membre de la Corporation
des professeurs diplômés
en danse sociale du Québec.

Membre de la F.L.D.Q.

(Établi depuis 1973)

VENEZ CUEILLIR VOS POMMES VOUS-MÊMES!

Rendez-vous à l'île d'Orléans chez

LAVAL GAGNON

3456, Royale, Ste-Famille

Tournez à gauche, 12 km du pont.

Pommes de qualité en quantité.

Ouvert tous les jours.

829-2495

FORFAIT DÉTENTE/ SANTÉ

2 nuits, 4 repas, un bain aux algues
marines, un enveloppement d'algues,
un massage et un peeling.

215\$/p.p. en occ. double

Forfaits de 3 à 7 jours disponibles.

FORFAIT GOLF

à St-Jean-Port-Joli

2 nuits, 2 déjeuners, 2 soupers, une partie
de golf 18 trous au Club de golf
Trois-Saumons.

99\$/p.p. en occ. double

MOTEL AUBERT de GASPÉ

(à l'heure de Québec)

Rés.: 1-418-598-3311

BESOIN D'UN COUP DE MAIN POUR VOTRE PUBLICITÉ?

Pour vos prochaines annonces publiées dans
Le Soleil, faites appel aux spécialistes de notre
Service du marketing.

Consultez votre représentant! 647-3435

LE SOLEIL UN GRAND JOURNAL

PIZZA FOLIE

POUR TOUT LE MOIS DE SEPTEMBRE

Une succulente pizza
abondamment garnie de
legumes variés... un délice
de fraîcheur et de saveur.

295\$

OUVERT 7 JOURS 7 SOIRS
Dimanche: de 11h à 23h
Lundi au jeudi: de 11h à 00h
Vendredi, samedi: de 11h à 1h

GIORGIO

Centre d'achats Place Sainte-Foy — 653-0126
13, Marie-de-l'Incarnation — 688-9418

Val-Bélair

Un homme abat son épouse avant de s'enlever la vie

Après trois heures de siège autour d'une résidence de la rue Amiral à Val-Bélair, la police a retrouvé, vers 22h hier, un père de famille dans la quarantaine, pendu dans son sous-sol. Gilles Auclair, un camionneur désespéré par le départ de son épouse, aurait abattu celle-ci dans la rue, avant de s'enlever la vie en se pendant et en se tirant, en même temps, une balle avec son fusil de calibre .12.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Micheline Bissonnette, âgée de 39 ans et mère de deux adolescentes, repose à l'hôpital de l'Enfant-Jésus dans un état grave, après avoir reçu deux décharges de fusil à la tête et au bassin. L'une des

balles se serait logée dans une fesse, l'autre dans la bouche. La femme a été retrouvée ensanglantée en bordure de la rue Amiral par un couple de résidents qui prenaient une marche.

Selon des témoins, la victime, accompagnée de sa fille de 18 ans, Nadine, venait de sortir de la maison familiale et allait demander de l'aide à un voisin lorsque son

époux, armé, l'aurait empoigné et traîné jusqu'au bord du chemin avant de l'abattre.

Sa fille a assisté impuissante à toute la scène avant de se précipiter vers sa mère, encore consciente. Après son geste, Auclair serait retourné se suicider dans sa demeure, située au 1641, rue Amiral. Les membres du Groupe d'intervention demandés sur les lieux ainsi que les enquêteurs du Bureau des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec l'ont retrouvé pendu dans son sous-sol. Le désespéré se serait tiré une balle en même temps qu'il passait une corde autour de son cou.

Marcelle Lemelin prenait une marche avec son époux lorsqu'elle a aperçu la victime étendue sur le bord de la route. « Je croyais qu'un enfant s'était fait happer. Mais j'ai vu Nadine accroupie auprès de sa mère, qui lui répétait qu'il l'avait tirée », raconte cette voisine, encore sous le choc.

Un autre voisin, Daniel Royer, travaillait sur son terrain en début de soirée lorsqu'il a entendu deux coups de feu, suivi d'un troisième, un peu plus tard. Mariés depuis 20 ans, les époux s'étaient séparés au printemps. M. Auclair, camionneur chez Bellechasse Transport, était reconnu comme un bon gars mais qui traversait une sombre période.

Mère de deux adolescentes de



Gilles Auclair, camionneur de chez Bellechasse Transport, était reconnu comme un bon gars mais qui traversait une sombre période.

18 et 19 ans, Mme Bissonnette venait fréquemment visiter son mari, qui vivait avec sa fille Nadine. Jusqu'à 22h15 hier, la police a bouclé le secteur, évacuant même certains citoyens résidant tout près de la maison encerclée. En aucun moment, la police n'a

pu communiquer avec l'agresseur, qui était vraisemblablement déjà mort à l'arrivée des forces de l'ordre, vers 19h05. « Nous sommes tous surpris d'une telle fin. C'était des gens tranquilles. Lui, il parlait souvent de s'enlever la vie. Un soir, on l'a descendu à l'hôpital et les médecins avaient réussi à le raisonner. Quant à elle, elle venait souvent faire son tour », raconte Mme Réjean Michaud, qui avait hâte de retrouver ses enfants, évacués eux aussi du périmètre de sécurité établi par la police hier soir.

RAPIDE, EFFICACE, ABORDABLE

Parlez l'anglais pour seulement 199.00\$

Vous pouvez maintenant profiter du même enseignement de haute qualité qu'offre Berlitz dans ses programmes privés, pour seulement 6 \$ la leçon.

- Un prix extraordinaire. Le forfait comprend 27 leçons, un manuel et les droits d'inscription.
- Apprenez dans une ambiance amicale et détendue, en groupes de 5 à 7 étudiants.
- Nos instructeurs qualifiés parlent couramment la langue qu'ils enseignent.
- Cours offerts le soir ou le samedi.

En raison du nombre limité de places disponibles, il est recommandé de s'inscrire le plus tôt possible. Appelez dès aujourd'hui et renseignez-vous sur le programme Club Berlitz.

Cours aussi offerts dans d'autres langues.

BERLITZ

5 Place Québec
529-6161

Montreal, Québec, Trois-Rivières, Ottawa,
Toronto, Edmonton, Calgary, Vancouver

La Maison des



TAILLES FORTES

PLACE AUX VÊTEMENTS POUR HOMMES DE TAILLES FORTES

Notre nouveau catalogue pour la saison d'automne présente des vêtements de marques connues, pour hommes de tailles fortes.

Demandez sans tarder notre nouveau catalogue gratuit en composant sans frais le numéro suivant:

LA MAISON DES TAILLES FORTES
1-800-387-9230

enviro NET
654-9089

C A R T E
CLIENT PRIVILÉGIÉ
ÉLIGIBLE AU PLAN D'ENTRETIEN COMPLET

RABAIS — **PRIORITÉ D'APPEL**
SERVICE DE CRÉDIT
1 ENTRETIEN
HEBDOMADAIRE GRATUIT

PROFITEZ DE LA LIQUIDATION de nos modèles 1988 NEUFS en inventaire.

Vu le grand succès remporté par cette promotion, Rendez-Vous Mazda a décidé de prolonger celle-ci jusqu'au 9 septembre 88

Économisez entre
2 500\$ et 4 000\$

sur certains de nos modèles 1988 NEUFS unités #239-310-336-532-533-563-637

autres rabais-chocs sur d'autres modèles en inventaire.
Venez vous renseigner



LES MODÈLES 1989 SONT ARRIVÉS.

Une offre exclusive à:

Rendez-Vous

mazda
QUÉBEC

1615, BOUL. HENRI-BOURASSA
(angle de la Canadienne)
529-8551



SERVICE 3 ÉTOILES

AUTRES PNEUS À PRIX RÉDUITS

RADIAL TOUTES SAISONS ÉCONOMIQUE

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P185/70R13	61.95
P185/60R13	67.95
P185/75R14	73.95
P195/75R14	75.95
P205/75R14	81.95
P215/75R15	86.95
P225/75R15	92.95
P235/75R15	97.95

RADIAL DE PERFORMANCE LE MOINS CHER

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P185/70R13	88.95
P195/70R13	92.95
P205/60R14	94.95
P195/70R14	99.95
P205/70R14	104.95
P215/70R14	108.95
P225/70R14	113.95
P195/60R14	102.95
P215/60R14	104.95
P235/60R14	113.95
P245/60R14	121.95
P225/70R15	118.95
P235/70R15	121.95
P215/85R15	111.95
P245/60R15	126.95
P255/60R15	131.95
P275/60R15	148.95

RADIAL ROUTIER TOUTES SAISONS POUR "PICK-UPS, FOURGONNETTES, 4X4"

DIMENSION	PLUS PRIX DE SOLDE
215/75R15 LN	D8 105.95
215/85R16 LN	C6 117.95
235/75R15 LBD	C6 124.95
235/85R16 LN	E10 144.95

À L'ACHAT DE PNEUS TOUTES SAISONS HAUTE PERFORMANCE

Si vous achetez 3 pneus EAGLE GT+4 à notre prix courant, vous recevrez le quatrième sans supplément.

EAGLE GT+4

4 POUR LE PRIX DE 3 À L'ACHAT DES EAGLE GT+4

DIMENSION LETTRES BLANCHES DÉSSINÉES	PRIX COURANT	PRIX DE SOLDE QUATRE PNEUS	ECONOMIES À L'ACHAT DE QUATRE
P185/70HR13	150.95	452.85	150.95
P185/70HR14	159.95	479.85	159.95
P195/70HR14	168.95	506.85	168.95
P205/70HR14	176.95	530.85	176.95
P195/60HR14	171.95	515.85	171.95
P205/60HR14	173.95	521.85	173.95
P215/60HR14	175.95	527.85	175.95
P225/60HR14	181.95	545.85	181.95
P235/60HR14	189.95	569.85	189.95
P225/70HR15	200.95	602.85	200.95
P215/65HR15	185.95	557.85	185.95
P215/60HR15	171.95	515.85	171.95
P245/60HR15	223.95	671.85	223.95
P255/60HR15	233.95	701.85	233.95

AUTRES PNEUS À PRIX RÉDUITS

NOTRE MEILLEUR RADIAL TOUTES SAISONS

DIMENSION	PRIX DE SOLDE
P185/60R13	84.95
P185/70R13	91.95
P185/80R13	94.95
P205/70R14	117.95
P175/75R14	95.95
P185/75R14	98.95
P195/75R14	101.95
P205/75R14	106.95
P195/75R15	109.95
P205/75R15	112.95
P215/75R15	119.95
P225/75R15	123.95
P235/75R15	129.95

RADIAL TOUTES SAISONS TOUT TERRAIN POUR "PICK-UPS, FOURGONNETTES, 4X4"

DIMENSION	PLUS PRIX DE SOLDE
215/75R15 LNDT	C6 110.95
235/75R15 LNDT	C6 119.95
225/75R15 LNDT	C6 126.95
215/85R16 LNDT	D8 130.95
235/85R16 LNDT	D8 136.95
700R15 LNDT	D8 119.95
750R16 LNDT	D8 139.95
800R16.5 LNDT	D8 137.95
875R16.5 LNDT	D8 148.95
950R16.5 LNDT	D8 156.95
27-850R14 LBD	C6 122.95
30-950R15 LBD	C6 142.95
31-1050R15 LBD	C6 157.95
31-1150R15 LBD	C6 174.95
33-1250R15 LBD	C6 191.95
35-1250R15 LBD	C6 229.95
31-1050R16.5 LBD	D8 195.95
33-1250R16.5 LBD	C6 229.95

CENTRES DE SERVICE AUTO GARANTI GOODYEAR

1220, BOUL. CHAREST OUEST Québec, Québec 681-4646 De 7 h 30 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00	3115, BOUL. HÔCHELAGA Ste-Foy, Québec 653-0841 De 7 h 30 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00	5701, BOUL. LES GALERIES Québec, Québec 622-4191 Lundi à mercredi: de 7 h 30 à 17 h 30 Jeudi et vendredi: de 7 h 30 à 21 h 00 Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00	2600, BOUL. MONTMORENCY Québec, Québec 666-8900 Lundi à mercredi: de 7 h 30 à 17 h 30 Jeudi et vendredi: de 7 h 30 à 21 h 00 Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00	150, 7ième RUE Montmagny, Québec 248-7270 De 8 h 00 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 12 h 00	155, ROUTE DU PRÉSIDENT KENNEDY Lévis, Québec 833-3282 Lundi à mercredi: de 7 h 30 à 17 h 30 Jeudi et vendredi: de 7 h 30 à 21 h 00 Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00
--	---	--	---	--	--

DÉTAILLANTS INDÉPENDANTS

PNEUDIS INC. 1766, BOUL. ST-JOSEPH Charlebois, Québec 628-2244 De 8 h 00 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 12 h 00	DESHARNAS SERVICE DE PNEUS INC. 710, BOUL. CHAREST OUEST Québec, Québec 681-6041 De 8 h 00 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 12 h 00	GARAGE BENOIT GUILLOT INC. 8550, BOUL. CLOUTIER Charlebois, Québec 627-0040 De 7 h 30 à 20 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 17 h 00	1900, LEON HARMEL Dorchester, Québec 683-2521 De 7 h 30 à 17 h 30 en semaine Samedi: de 8 h 00 à midi
--	--	---	---

Mécaniciens en devoir pour vous servir mieux, le samedi toute la journée

Goodyear. Comptez sur nous.

Le Québec

Les femmes seront invitées à se lancer en politique municipale

MONTREAL (PC) — Parce qu'à peine 5,4 pour 100 des maires élus en 1987 étaient des femmes, la Fédération des femmes du Québec a décidé de lancer une offensive pour les convaincre de se lancer en politique au niveau municipal.

par LIA LEVESQUE
de la Presse Canadienne

Au Québec, en 1987, il n'y avait que 81 mairesses, soit 5,4 pour 100 de tous les maires. La présence des femmes ne cesse pourtant de croître depuis 1980, alors qu'elles ne représentaient que 1,5 pour 100 des maires élus.

Chez les conseillers municipaux, il y a 1,325 femmes, soit 14,2 pour 100 de l'ensemble. C'est mieux, mais encore insuffisant, selon la présidente de la FFQ, Mme Ginette Busque.

Pour corriger cette situation, la Fédération des femmes du Québec a rédigé des guides à l'intention des femmes qui manifestent déjà un certain intérêt, soit pour la politique, soit pour les questions

d'intérêt municipal — transport, logement, zonage, traitement de l'eau.

Celles qui sont intéressées doivent former un groupe de 6 à 15 femmes, à moins qu'elles soient déjà constituées en groupe — comité de citoyens, comité de loisirs. En s'adressant à la Fédération des femmes du Québec, elles recevront les guides requis, à raison d'un par participante et d'un, plus élaboré, pour l'animatrice. Elles disposeront aussi d'un vidéo reproduisant une séance d'un conseil municipal fictif.

La formation se déroule en quatre séances, de préférence quatre fois de semaine. On y apprend tout : le jargon municipal — qu'est-ce que l'Union des municipalités, les MRC ? —; les lois qui

règissent le domaine municipal; le rôle du greffier, du trésorier; les juridictions qui relèvent du municipal; etc.

Les citoyens éloignés de la chose municipale ne soupçonnent pas à quel point la ville est présente dans leur vie : inspection des aliments, services de garde, établissements de détention, circulation, stationnement, transport en commun, salubrité des logements, police, biens culturels, bibliothèque, élimination des déchets, évaluation foncière, etc.

Une place à prendre

Présente hier au lancement des cahiers d'information, la ministre déléguée à la Condition féminine, Mme Monique Gagnon-Tremblay, a invité les femmes avec une certaine insistance : la politique municipale est « une place qu'il est nécessaire de prendre » pour les femmes, surtout « si on veut agir sur l'orientation » de la politique et de sa ville.

En novembre prochain, des élections auront lieu dans 116 municipalités du Québec.

Résultats attendus

MONTREAL (PC) — Des évacués du sinistre de Saint-Basile-le-Grand planifiaient leur retour à la maison, hier, alors qu'on attendait toujours les résultats des tests de contamination sur lesquels se penche à huis-clos depuis lundi une équipe d'une dizaine de scientifiques aussi bien Canadiens, qu'Américains et Européens. « Avec la Sûreté du Québec, nous commençons à formuler des plans pour la rentrée », expliquait hier M. Pierre Boisclair, du Comité de citoyens de Saint-Basile. Les scientifiques devraient soumettre aujourd'hui leurs recommandations au gouvernement qui fixera alors les modalités de retour au foyer des 3,500 sinistrés qui amorçaient hier leur troisième semaine d'évacuation.



Pierre
CHAMPAGNE

Concours et mutations

Les avis de concours et les offres de mutations ne sont pas très nombreux dans la fonction publique ces jours-ci, du moins si on se fie aux différents tableaux d'affichage que l'on retrouve un peu partout dans tous les corridors des édifices gouvernementaux.

Je me suis amusé à lire le tableau des avis de concours et des offres de mutations de la Société d'habitation du Québec, au troisième étage de l'édifice « G », bloc 2. Ledit tableau était plein d'affiches de toutes sortes, mais on n'y retrouvait aucun avis de concours, ni aucune offre de mutation d'aucune sorte. Rien! Nenni!

Par contre, on y annonçait la Garderie Pamplemousse à \$16,25 par jour;

La solution de votre rapport d'impôt par ordinateur pour \$18;

La vente d'une Volare 79, 6 cylindres, 93,000 km, pour \$850;

La location d'un grand quatre et demi meublé, à l'Ancienne-Lorette, pour \$380 par mois;

Quatre pneus d'été usagés pour \$50;

Une carte d'affaires d'une clinique vétérinaire. (Il n'y a pourtant ni veau, vache, cochon dans la fonction publique québécoise... quoique l'on m'ait signalé la présence de certains oiseaux exotiques comme les perroquets, les marabouts et les vautours.);

Bien d'autres choses encore étaient annoncées sur ce tableau de concours et de mutations... sauf des concours et des mutations. C'est comme cela partout et non seulement à la Société d'habitation du Québec.

Inutile de chercher à connaître le responsable de l'affichage. Il ne doit pas y en avoir seulement un d'ailleurs.

Sauf que le « job » est mal fait. Il sera mieux fait lorsque les petites annonces sociales seront affichées sur le tableau des petites annonces et que le tableau de mutations renseignera les fonctionnaires sur les mutations justement.



Le tableau d'affichage de la SHQ.

LA COLLECTION HADDON HALL EATON OFFERTE À PRIX TRÈS AVANTAGEUX!

COMMANDEZ VOS PARURES DE FENÊTRES SUR MESURES EN TOUTE TRANQUILLITÉ!

Les stores Haddon Hall Eaton vous offrent un rapport qualité-prix exceptionnel! Cette marque Eaton digne de confiance rencontre en effet les plus hauts standards de qualité, leur fabrication étant soumise aux exigences et aux normes très strictes de notre compagnie. De plus, un représentant chevronné se rendra chez vous pour vous conseiller et vous montrer des échantillons. Vous n'aurez même pas à vous déplacer.

STORES VERTICAUX HADDON HALL EATON

1. Matériaux et motifs de qualité. Sur mesures, leur apparence vous ravira. **Prime!** A l'achat d'un store vertical, vous recevrez sans frais supplémentaires, un mécanisme motorisé pour les ouvrir et les fermer. (Valeur au détail d'environ 150.00).

L'offre est en vigueur jusqu'au 24 septembre 1988.

Exemples		Ch.
L X L		
38 x 48 po		98.00
50 x 60 po		128.00
63 x 72 po		161.00
76 x 84 po		199.00

(Pose en sus.)

Toute largeur entre 38 po et 188 po est possible et jusqu'à 144 po de long.

STORES VÉNTIENS HADDON HALL EATON

2. Au choix: une large sélection de couleurs-mode. Lamelles de 1 pouce ou de 1/2 pouce, mesurées pour convenir magnifiquement à vos fenêtres.

Exemples	1 po ch.	1/2 po ch.
L X L		
24 x 36 po	39.00	62.00
36 x 48 po	64.00	101.00
48 x 60 po	94.00	146.00

STORES À PLIS HADDON HALL EATON

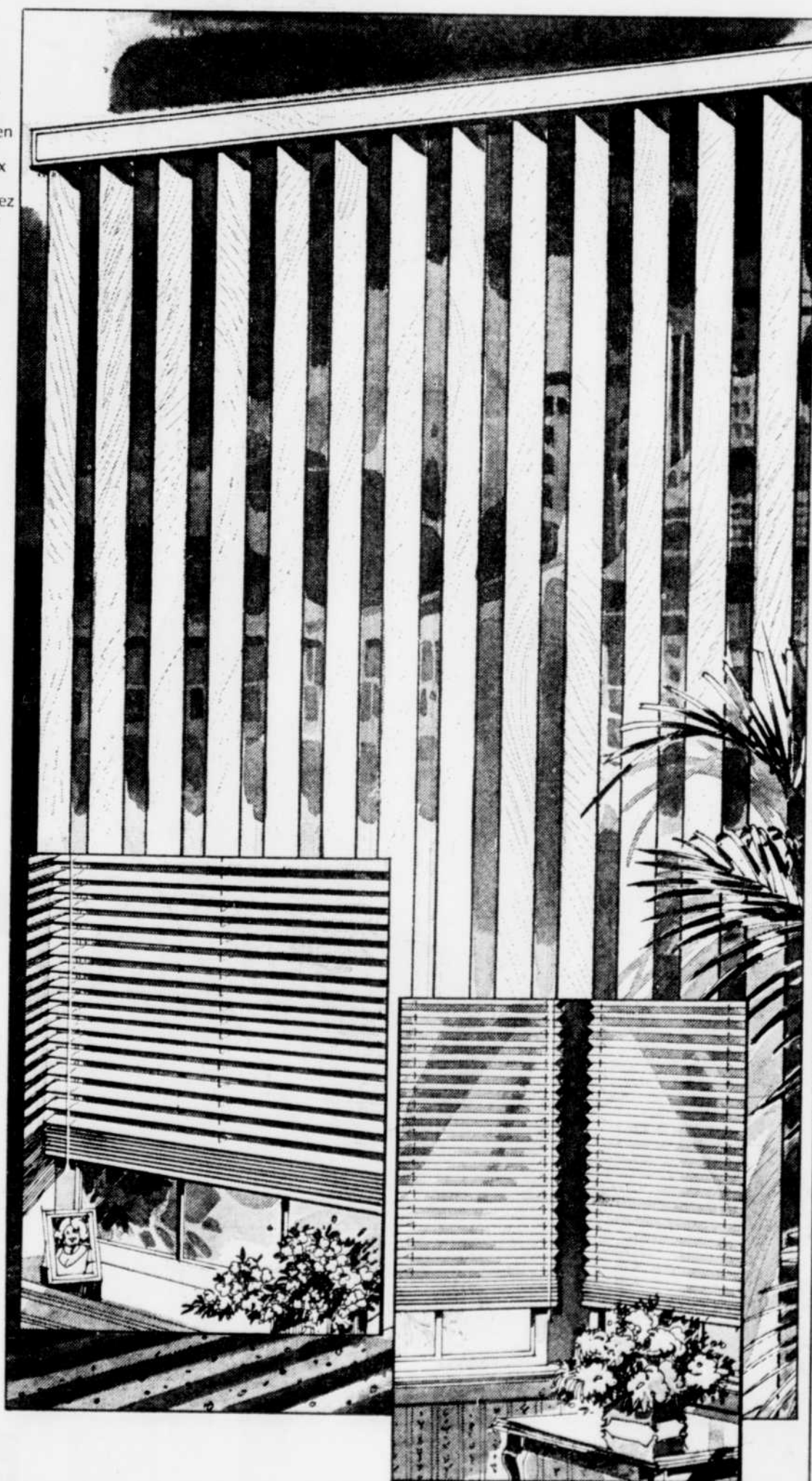
Offerts en 3 épaisseurs de tissu et plusieurs teintes... Vous aimerez leur bel effet!

Exemples		Ch.
L X L		
24 x 36 po		52.00
36 x 48 po		71.00
48 x 60 po		129.00

SERVICE D'ACHATS À DOMICILE EATON

À votre demande, l'un des représentants du Service d'achats à domicile se rendra chez vous, avec des échantillons; il pourra vous donner de précieux conseils, sans frais ni obligation de votre part.

Clients de la région de Québec, composez 653-9331 poste 306



EATON

Nous sommes...le grand magasin du Canada



Credit accepté avec la carte Eaton



Visa et MasterCard sont des marques déposées pour les achats en personne.

Conseil du statut de la femme

Ce n'est qu'à l'automne que l'on connaîtra le nom de la personne qui acceptera de présider le Conseil du statut de la femme. Depuis le décès de **Mme Francine C. McKenzie**, la présidence est assurée, par intérim, par **Mme Claire McNicoll**. Selon **Mme Johanne Tremblay**, qui agit comme directrice des communications au Conseil du statut de la femme durant les vacances de **Mme Louise Jacob**, la ministre responsable du conseil, **Mme Monique Gagnon-Tremblay**, devrait annoncer le nom de la nouvelle présidente, à l'automne. Nous n'avons pas pu obtenir plus de précisions sur « l'automne » puisque le chef de cabinet de Mme Gagnon-Tremblay, **M. Marc Lacroix**, est présentement en vacances.

Industrie, commerce et technologie

M. Maurice Turgeon a entrepris, hier, sa nouvelle carrière comme sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

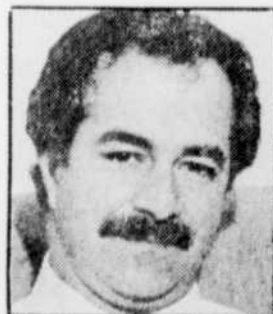
M. Turgeon, qui a fait ses études secondaires à Rimouski, travaille pour le gouvernement du Québec depuis 1962. Il a débuté dans la fonction publique comme agent de recherche pour le ministère de l'Éducation.

Depuis le mois de février 1986, il occupait la fonction de secrétaire adjoint au Secrétariat au développement économique, ministère du Conseil exécutif. Il fut auparavant sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie et du Commerce, directeur du développement au Conseil du Trésor et directeur général du Bureau de la statistique du Québec.

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu

M. Serge Rémillard a commencé lui aussi, hier, comme sous-ministre adjoint au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. Rémillard, qui était depuis juin 1987 sous-ministre adjoint de la recherche, de la normalisation et de l'administration au ministère du Travail, s'est d'abord fait connaître en politique comme directeur administratif puis directeur général du Parti libéral du Québec, de 1974 à 1986.



M. Serge RÉMILLARD

Le frère de l'autre

Le nouveau directeur du cabinet de M. Pierre MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, **M. Charles Garneau**, est le frère de l'astronaute **Marc Garneau**, le seul Canadien qui a pu participer à une mission spatiale. Les deux frères se ressemblent d'ailleurs beaucoup... comme c'est souvent le cas.

Né à Québec, en 1954, M. Garneau est diplômé de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Toronto où il a obtenu une maîtrise en histoire économique. Du mois d'avril 1986 au mois de février dernier, il oeuvrait au Bureau des négociations commerciales, à Ottawa, pour travailler sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis.



M. Charles GARNEAU

Le téléphone

Pour publier une bonne chronique, un chroniqueur doit être bien informé. J'ai besoin de votre aide pour y parvenir. Je veux bien faire écho à tout ce qui se passe dans la fonction publique provinciale ET fédérale, mais encore faut-il que je le sache. Vous pouvez me joindre tous les jours, durant vos heures de travail, en me téléphonant à 647-3394 ou à 643-1357. J'attends vos appels.

Le juge acquiesce à la demande du prévenu

Le procès se tiendra dans une salle de tribunal sans crucifix

MONTREAL (PC) — Le juge René Dery, de la cour municipale de Montréal, a acquiescé à la demande du président du Mouvement laïque québécois, M. Paul Drouin, qui refusait d'être entendu devant un tribunal siégeant dans une salle où se trouve un crucifix.

M. Drouin, qui devait, hier, subir son procès pour une infraction mineure, a invoqué la Charte des droits et libertés pour refuser d'être entendu devant une cour de justice qui affiche un symbole religieux.

Son procès a été reporté au 23 septembre et sera entendu par un

juge de la cour des sessions de la paix, endroit où aucun crucifix n'est suspendu dans les salles d'audience.

Pour M. Drouin, qui veut n'être jugé qu'en vertu de la loi, sans influence religieuse, les institutions civiles n'ont pas à afficher de symboles religieux.

Ce jugement constitue un précédent et donne raison au MLQ qui, au printemps dernier, avait présenté un mémoire devant le comité d'études du ministère de la Justice sur les cours municipales. Ce mémoire faisait état du caractère discriminatoire des objets du culte et de la pratique de l'assermentation sur la bible devant les tribunaux.

Selon la loi, toute personne qui ne veut pas prêter serment sur la bible, peut faire une affirmation solennelle.

Dans la région du lac Saint-Jean

Démantèlement d'un réseau de vente illégale de poisson

ROBERVAL (PC) — Une douzaine d'individus devront répondre à une cinquantaine d'accusations à la suite du démantèlement de présumés réseaux de vente illégale de dorés, de ouananiches et de poissons-appâts dans les municipalités de Desbiens, Roberval et Pointe-Bleue, au Lac-Saint-Jean.

Au cours d'une série de perquisitions effectuées hier dans ces municipalités, une quarantaine d'agents de conservation de la faune ont saisi des dorés, des ouananiches, des corégones,

des ménés et divers articles comme des filets, des seines et des verveux.

Un porte-parole du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Guy Langevin, a déclaré que cette opération contre les

braconniers avait été une des plus importantes des dernières années dans cette région.

Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche estime que ces réseaux auraient rapporté à leurs auteurs des profits d'environ \$300,000 au cours des deux dernières années.

S'ils sont reconnus coupables, les suspects seront passibles d'amendes totalisant quelque \$60,000.

Montréal 1920. L'ambition est une musique enivrante...

*Mais l'amour émet parfois
des notes discordantes
quand deux hommes
se disputent le coeur
d'une femme...*

Jeunes loups des années folles

*Une nouvelle mini-série
dès ce soir 20h00*

Réalisation : Mark Blandford



Pour Vous
AVANT TOUT



Radio-Canada
Télévision

Déficit réduit à cause de la lenteur de Revenu Canada

OTTAWA (PC) — Parce qu'il a été particulièrement lent à expédier les chèques de remboursement d'impôt aux contribuables, le printemps passé, Revenu Canada a contribué à réduire de \$600 millions le déficit fédéral de l'année dernière.

N'eût été de ce délai, combiné à la rentrée accélérée des paiements d'impôt des employeurs, au début de la même année, à la demande du gouvernement, le déficit aurait dépassé les \$30 milliards.

Au lieu de cela, il s'est maintenu à \$28.1 milliards, comme on l'indiquait la semaine dernière.

Selon des données obtenues hier de Revenu Canada, seulement \$525 millions en chèques de remboursement d'impôt avaient été mis à la poste au 31 mars dernier, à la fin de l'exercice fiscal 1987-88.

L'année précédente, à la même époque, le montant des remboursements déjà expédiés atteignait \$1.2 milliard, et deux ans plus tôt, \$1.8 milliard.

Cette année, une semaine après la clôture de l'année fiscale 1987-88, Revenu Canada a posté pas moins de 1.9 million d'enveloppes contenant des chèques d'une valeur de \$1.1 milliard. Mais parce que les chèques ont été mis à la poste après le 31 mars, ce montant n'a pas été comptabilisé dans le calcul du déficit de l'an dernier.

Il ne s'agissait pas d'un retard délibéré, a assuré, hier, un fonctionnaire du ministère des Finances, qui a demandé à garder l'anonymat.

Un porte-parole de Revenu Canada, M. André Labadie, d'autre part, a affirmé que son ministère avait traité les demandes de remboursements d'impôt aussi rapi-

dement que possible.

Qu'il s'agisse d'un retard intentionnel ou non, ce n'est pas la première fois que Revenu Canada aide le ministre des Finances, Mi-

chael Wilson, à diminuer le déficit même s'il s'agit en fait d'une réduction tout artificielle.

Le déficit de l'année passée a

également été réduit d'environ \$1.5 milliard par suite d'une décision antérieure du gouvernement fédéral qui obligeait les gros employeurs à lui remettre les impôts

prélevés à la source, les primes d'assurance-chômage et les réductions pour le Régime de retraite du Canada deux fois par mois, plutôt qu'une fois.

Turner nie avoir profité d'un fonds en fidéicommiss

OTTAWA (PC) — Le leader libéral John Turner a nié, hier, avoir bénéficié d'un fonds en fidéicommiss constitué d'un surplus de sa campagne à la direction du parti, en 1984.

Il répondait au magazine Maclean's, qui a cité des sources anonymes voulant que \$300,000 des \$2.2 millions souscrits, il y a quatre ans, aient été mis à la disposition de M. Turner.

Dans une lettre à l'éditeur du magazine, M. Kevin Doyle, le chef libéral a affirmé n'avoir jamais eu connaissance d'un tel fonds.

Selon Maclean's, le fonds avait

été créé pour faciliter la transition de M. Turner de sa lucrative pratique du droit à la vie publique et pour l'aider à combattre la révision de son leadership, que des libéraux ont voulu lui imposer en 1986.

M. Turner n'a pas été le seul, hier, à nier l'existence d'un tel fonds. Il a reçu l'appui public du sénateur Leo Kolber, qui était chargé de recueillir des fonds pour le Parti libéral.

Finances

Le trésorier du parti, M. Mike Robinson, a soutenu dans une interview, d'autre part, que les libéraux sont maintenant financièrement prêts à des élections générales, prévues pour l'automne.

Même s'il a refusé de révéler le montant de la dette totale du parti, M. Robinson n'en a pas moins indiqué que les créanciers étaient satisfaits des progrès réalisés vers la réduction de cette dette et que la campagne de souscription donnait de bons résultats.

Il a tout de même reconnu que le parti préparait un budget de campagne électorale inférieur de 40 pour 100 à celui que les organisateurs avaient espéré.



IL NE FAUT PAS VENDRE LA PEAU DE L'OURS AVANT...

...de l'avoir tué!

Vous avez réussi à compléter l'expression? Bravo!

Une bonne réponse pourrait vous valoir beaucoup

d'argent à "5 pour 1", le jeu-questionnaire qui

jongle avec la langue française via le cinéma,

le livre, la télévision, les voyages et la chanson.

Avec Guy Richer.



5 pour 1

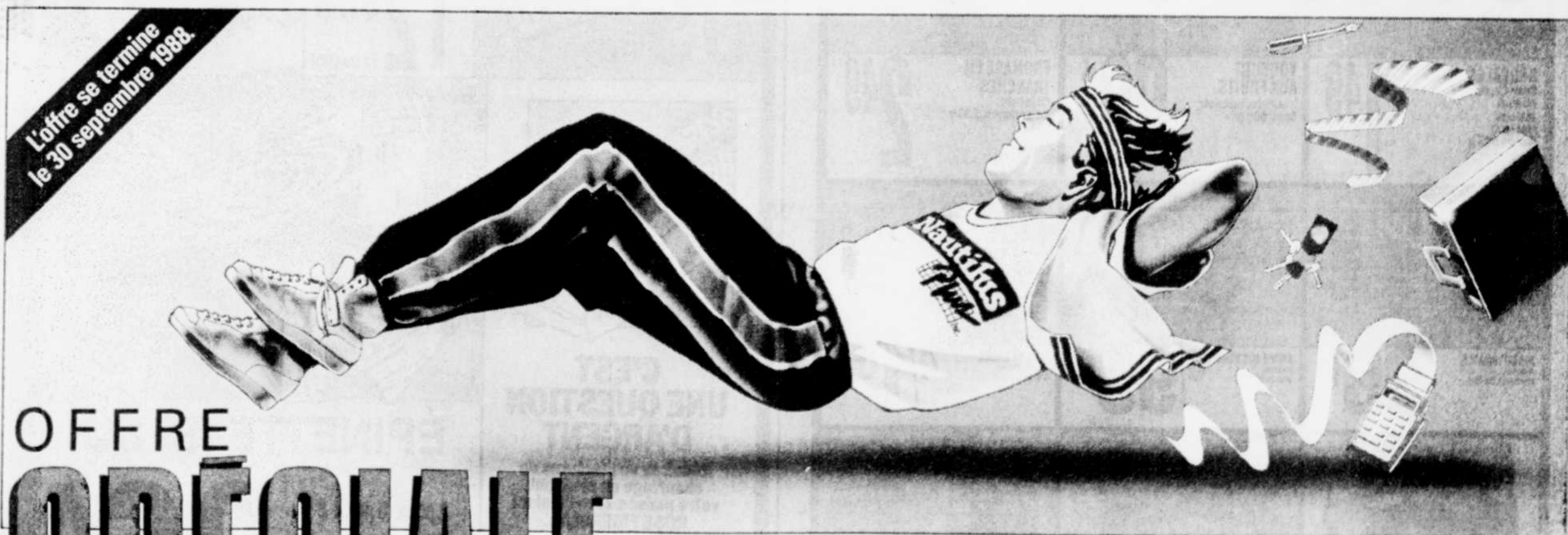
Du lundi au vendredi 17 h et 12 h 30 (R)

Réalisation: Gaetan Lavoie

LE MIEUX C'EST DE REGARDER



UNE QUESTION DE FEELING MC



OFFRE
SPECIALLE
2 pour 1

Profitez sans plus tarder de l'offre spéciale 2 pour 1 Nautilus Plus. Amenez un(e) ami(e) et ne payez les frais initiaux que pour une seule personne.

L'offre se termine le 30 septembre 1988.

Nautilus Plus, c'est la formule santé, plaisir et mieux-être par l'activité physique. Nautilus Plus c'est:

- une ambiance agréable pour pratiquer vos activités physiques telles que: Vo2Max, Maxi-aérobic, système Nautilus, tennis et vos sports de raquette préférés;

- une carte de membre valide dans tous nos centres et multiclubs au Québec.

Nautilus Plus, c'est mieux se sentir pour mieux profiter de la vie.

CENTRES:

Avantage:
1080, Bouvier
Charlesbourg
622-5005

Parc Samuel Holland:
3, Parc Samuel Holland
Québec
527-2577

MULTICLUBS:

Le Bourgneuf:
4500, boul. des Gradins
Charlesbourg
627-3441

Tennisport:
4280, boul. Hamel
Ancienne Lorette
872-0111



SUPER CARNAVAL



BIFTECK DE RONDE
Tanche entière,
boeuf estampillé
Canada cat. A
emballage familial
seulement
4.14 kg

1.88
/lb



BOEUF HACHÉ ORDINAIRE
Prov. de parties
fraîches et/ou
surgelées
1.92 kg

87¢
/lb



POULET BARBECUE CHAUD
Frais cuit tous les jours

3.99
ch.



BANANES DOLE
Produit importé
gros fruit
51 kg

23¢



BACON TRANCHE
Marie Pier,
emb. de 500 g

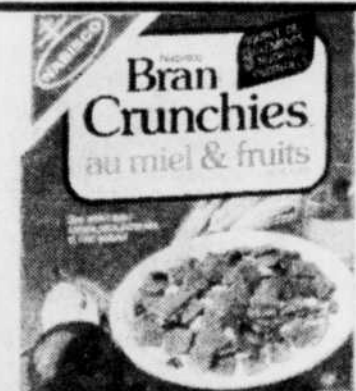
1.59
/lb



CHAMPIGNONS BLANCS
Culture
canadienne
4.39 kg

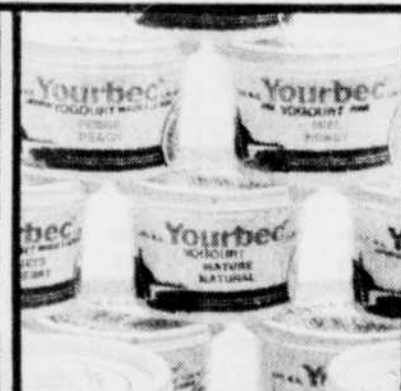
1.99
/lb

**POUR TOUT, MAIS AVANT TOUT
POUR LES PRIX!**



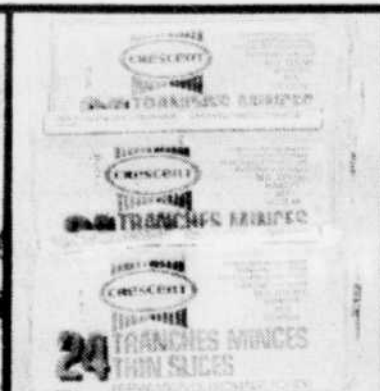
CÉRÉALES
Bran Crunchies
au miel et fruits
Nabisco
Bte de 575 g

1.49



YOGURT AUX FRUITS
Yourbest, au choix,
cont. 500 g

89¢



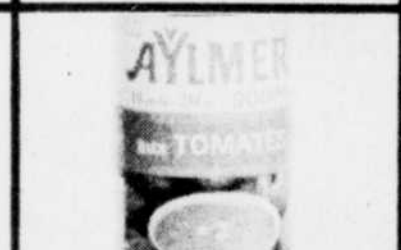
FROMAGE EN TRANCHES
Crescent,
24 tranches, 500 g

2.49



JUS DE TOMATES
Aylmer,
cont. de 1.36 litre

99¢



SOUPES AUX TOMATES
Aylmer,
bte de 264 ml

3.99¢



MAIS EN CRÈME
Sunny Farm,
bte de 264 ml

4.100



BOISSONS GAZEUSES
Super C, bott. consignées
750 ml

1.59
+ dépôt



ESSUIE-TOUT
Super C,
pdt de 2 rouleaux

88¢



CRÈME GLACÉE
Captain, au choix
cont. de 2 litres

1.99

Pas de vente aux marchands.
Nous nous réservons le droit de limiter les
quantités. Les photos sont à titre indicatif
seulement, le texte prévaut en tout temps.
PRIX EN VIGUEUR
Du 7 au 10 sept. 1988.

SUPER CARNAVAL

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au mercredi: 9h00 à 18h00
Jeudi et vendredi: 8h30 à 21h00
Samedi: 8h30 à 17h00

Pour tout, mais avant tout pour les prix

BEAUPORT
Carrefour Beauport

LEVIS
Place Carnaval

NEUFCHÂTEL
Carrefour Neufchâtel

Accord énergétique entre Ottawa et les Territoires du Nord-Ouest

YELLOWKNIFE, T.-N.-O. (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a conclu une entente de principe avec les Territoires du Nord-Ouest, hier, leur accordant des responsabilités provinciales en matière d'énergie.

Pour M. Dennis Patterson, leader du gouvernement territorial, cet accord permet d'apaiser les craintes suscitées par l'Entente constitutionnelle du lac Meech, qui requiert le consentement unanime des 10 provinces pour la création d'une 11e.

M. Mulroney a rappelé que la transformation graduelle des territoires en provinces faisait partie de l'histoire du Canada et qu'Ottawa n'avait pas l'intention de s'interposer.

« Si c'est le désir clairement exprimé des habitants des territoires d'obtenir le statut de province, alors c'est notre intention d'aller dans ce sens et non de l'interdire », a-t-il précisé.

L'accord énergétique ouvre la porte à des négociations sur l'administration des ressources pétrolières et gazières dans le Nord par les territoires. L'entente finale déterminera quel montant des revenus ira dans les coffres des territoires.



Le premier ministre Brian Mulroney.

Lac Meech

« Le but de notre politique dans le Nord, a noté M. Mulroney, est le transfert du pouvoir politique et de la prise de décisions du gouvernement central vers les territoires ».

Une fois de plus, M. Patterson s'est dit surpris que l'entente énergétique ait pu être réalisée « en dépit de l'Accord du lac Meech... qui n'a pas constitué une barrière dans l'affirmation de responsabilités relevant normalement des provinces ».

Un autre aspect positif de l'entente énergétique, a signalé M. Patterson, est que la région possèdera les revenus nécessaires pour se diriger vers le gouvernement autonome.

Soixante-quinze pour 100 des revenus des territoires proviennent actuellement d'un programme d'aide du gouvernement fédéral. Le budget des territoires pour l'année 1988-89 est de \$792 millions.

« Nous voulons réduire cette dépendance, a expliqué M. Patterson. Nous voulons commencer à payer comme nous l'entendons ».

C'était la seconde entente de principe signée par M. Mulroney dans les Territoires du Nord-Ouest depuis le début de la semaine. La veille, il avait accordé aux Dénés et aux Métis des intérêts spéciaux dans 180,000 kilomètres carrés de terres, en plus de \$500 millions en argent.

CANAC-MARQUIS GRENIER

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE 1988



CÈDRE AROMATIQUE
Idéal pour garde-robe
3/8 po x 2 1/2 po x 4 pi
Paquet couvrant 16 p. c.

Cour.: 32,49\$

SPÉCIAL 24.99\$
le paquet



VENMAR
Ventilation

ÉCHANGEUR D'AIR

Système de ventilation pour le sous-sol et/ou l'entresol

Courant: 588,99\$

SPÉCIAL

549\$

PORTE-PATIO PROMO

Cadre 7/8 en pin recouvert de vinyle blanc

5 pi

Courant: 519,99\$

SPÉCIAL

469.99\$
ch.

6 pi

Courant: 569,99\$

SPÉCIAL

509.99\$
ch.



TUILE À PLANCHER Préencollée

Choix de couleur

12 po x 12 po

Courant: 89¢ ch.

SPÉCIAL

59¢
la tuile

CÈDRE NOUVEUX

PLANCHE MURAL

3/8 po x 4 po

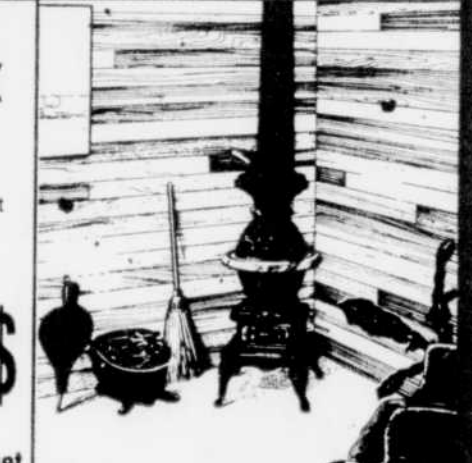
Paquet couvrant 14 p. c.

6 planches de 8 pi/paquet

Courant: 17,99\$

SPÉCIAL

12.99\$
le paquet



C'EST UNE QUESTION D'ARGENT

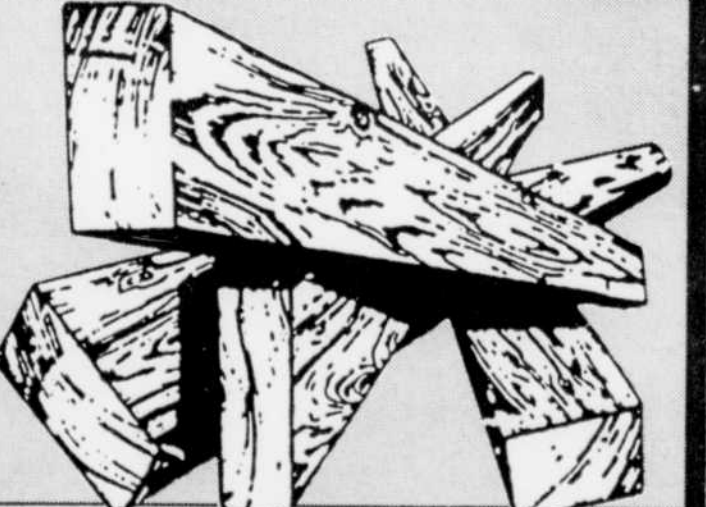
Réduisez vos factures de chauffage en résolvant votre maison avec l'Isolant ROSE FIBERGLAS.

R-12 (100 p.c.)

EN NATTE

Cour.: 24,90\$

SPÉCIAL 22.99\$



ÉPINETTE (STUD)

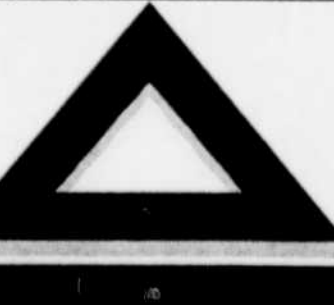
2 po x 3 po x 8 pi

Cour.: 1,03\$

SPÉCIAL

86¢

BEAUPORT
947, av. Royale
667-1724
HEURES D'OUVERTURE:
Lun. au mer. 8h30 à 17h00
Jeu. ven. 8h30 à 21h00
Samedi 8h30 à 17h00



CHARLESBOURG
1200, 80e Rue est
628-0450
HEURES D'OUVERTURE:
Lun. au mer. 8h30 à 17h30
Jeu. ven. 8h30 à 21h00
Samedi 8h30 à 17h00

CANAC-MARQUIS GRENIER

Libre-échange

Des hommes influents font pression sur le Sénat

OTTAWA (PC) — Des groupes d'hommes d'affaires parmi les plus puissants au pays ont vainement exercé des pressions auprès de certains sénateurs libéraux afin de les convaincre de changer d'idée et d'appuyer l'accord de libre-échange avant les prochaines élections fédérales.

Alors que la deuxième lecture du projet de loi sur la mise en oeuvre du traité de libre-échange doit commencer aujourd'hui à la Chambre haute, des dirigeants du milieu des affaires ont avoué qu'ils n'avaient pas obtenu de résultats: le Sénat à majorité libérale est en faveur d'une élection sur le libre-échange.

« Nous n'avons guère eu de succès », a reconnu, hier, M. Roger Hamel, président de la Chambre de commerce du Canada.

L'Association canadienne des manufacturiers a aussi essayé de faire changer d'idées aux sénateurs libéraux. Son président, M. Laurent Thibault, a adressé à la fin de juillet une lettre au Sénat pour lui rappeler que, selon l'association, le Canada ferait une grave erreur en ratant l'accord de libre-échange.

Le sénateur George van Roggen, de Colombie-Britannique, est le seul libéral de la Chambre haute à appuyer fermement le libre-échange et à se prononcer



M. Laurent Thibault, président de l'Association canadienne des manufacturiers s'est prononcé pour le libre-échange

contre la décision du chef libéral, M. John Turner, de tout faire pour provoquer des élections, cet automne, sur ce thème.

Jeudi, le leader libéral adjoint au Sénat, le sénateur Royce Frith, a répété que le sénateur Van Roggen serait le seul à ne pas participer à la manoeuvre de M. Turner. Même les sénateurs toriens jugeaient que leurs confrères libéraux maintiendraient leur position jusqu'à la dernière minute.



PRÊT-À-PORTER

BOUTIQUE

Danielle Morali

PLACE SAINTE-FOY

656-9141

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 13 SEPTEMBRE 1988



Super Spécial!
LAINE MINÉRALE FIBERGLASS

R-8 (légèrement mouillée)
Paquet couvrant 170 pi²

16⁹⁹\$
le paquet

PRÉFINI SUR BOIS

Plus de 10 sortes
4 pi x 8 pi
1re qualité
Spécial!

9⁹⁹\$
le panneau

Aspirateur central Broan

Système complet avec 3 sorties
(moteur 20C)

Super Spécial!
349⁹⁵\$

ÉPINETTE
Qualité bricoleur

2 po x 3 po x 8 pi: **69¢** pièce
2 po x 4 po x 8 pi: **99¢** pièce

2 po x 6 po x 8 pi: **1¹⁹\$** pièce
2 po x 8 po x 16 pi: **5⁶⁹\$** pièce
1 po x 6 po bouquet: **13¢** pi lin.



Styrofoam SM
SM bouveté
2 pi x 8 pi

1 po: **5⁷⁹\$** pièce
1 1/2 po: **8⁶⁹\$** pièce
2 po: **11⁵⁹\$** pièce

LUMINAIRE RONDE À ENCASTRER

Modèle: no 1018
BLANC

Super Spécial!
7⁹⁹\$
ch.

TUILES À PLANCHER

encollées
Sans cirage
12 po x 12 po

Super Spécial!
59¢
la tuile

BANC DE SCIE 10 po

ILTEC Modèle 4002-C
Moteur 1 1/2 HP
support inclus

219⁹⁵\$
ch.

Nous avons un grand choix d'outils à des prix **super spéciaux!**



Porte prémontée

Incluant: porte 24 po, 30 po ou 32 po, cadre, chambranle, poignée Weiser 101

Spécial
52⁹⁵\$
la porte

PEINTURE AU LATEX

Semi-lustre
no 31-150

13⁴⁹\$
les 4 litres

Apprêt au latex
no 31-090
11⁴⁹\$
les 4 litres



GRAND CHOIX DE CÉRAMIQUES À PLANCHER

4 po x 8 po, 8 po x 8 po

Super spécial!
1⁵⁵\$
pi²



Comptoir prémoulé

Spécial
249\$

22, 25 po
longueur de 8, 10, 12 pi
(légères imperfections)
pi. lin.



Grand choix de
tapis

Prix à compter de:
5²⁹\$
v²

Centre d'aubaines

CONTRE-PLAQUE MODERNE

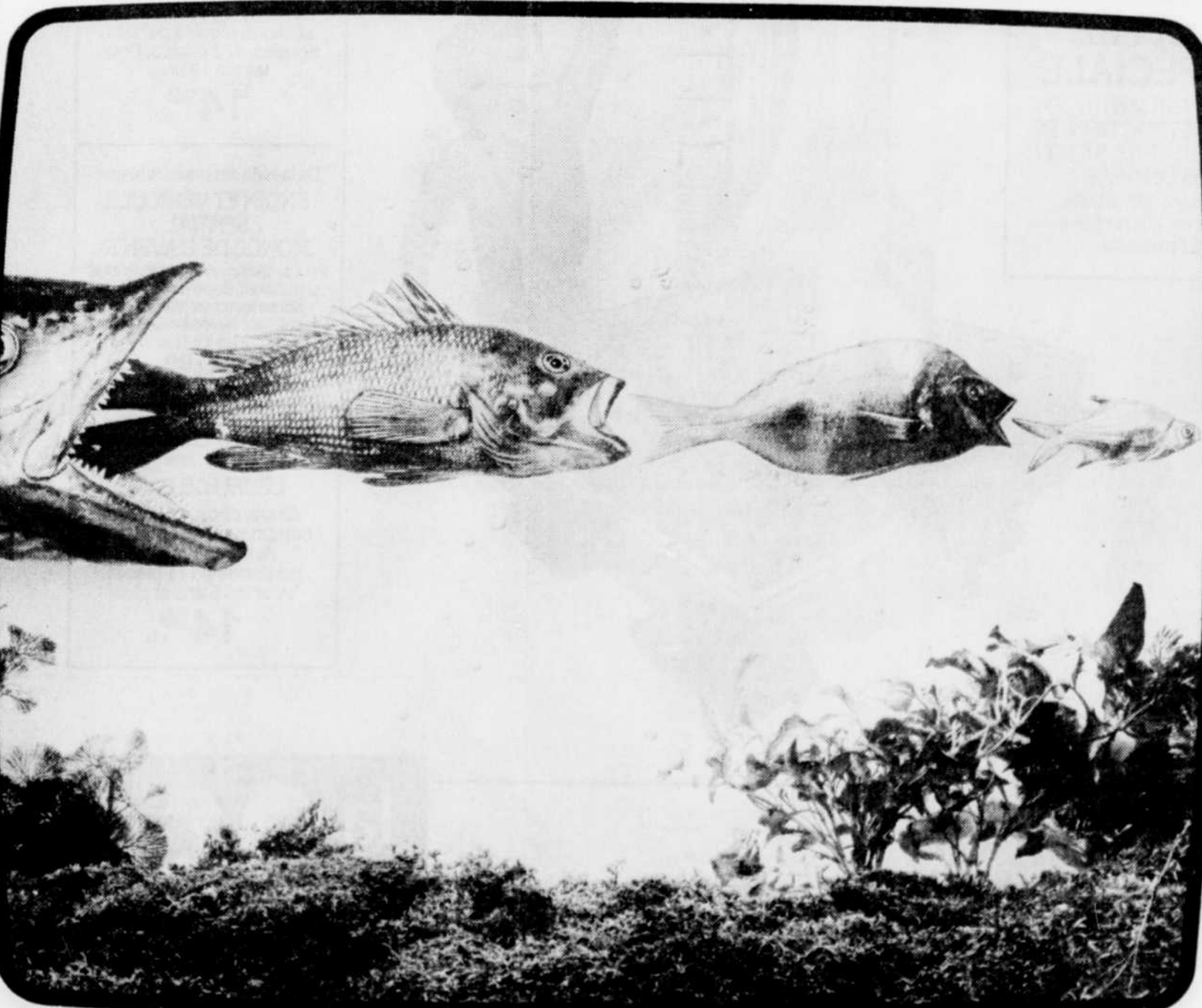
1177, boul. Pie-XI Val-Bélair • Téléphone: 842-1911

Payez et emportez!

Livraison sur demande



HEURES D'OUVERTURE
Lundi au mercredi
8h30 à 17h30
Jeudi et vendredi
8h30 à 21h
Samedi
8h30 à 17h



AVOIR SANS SE FAIRE AVOIR

Consommer, c'est bien beau, mais tôt ou tard, il faut payer. "L'indice plus" jette un coup d'oeil au coût et aux avantages réels des produits et donne de précieux conseils sur les finances personnelles.

Avec Marie-Christine Trottier et Stéphan Bureau.

En collaboration avec

BANQUE NATIONALE

L'indice plus

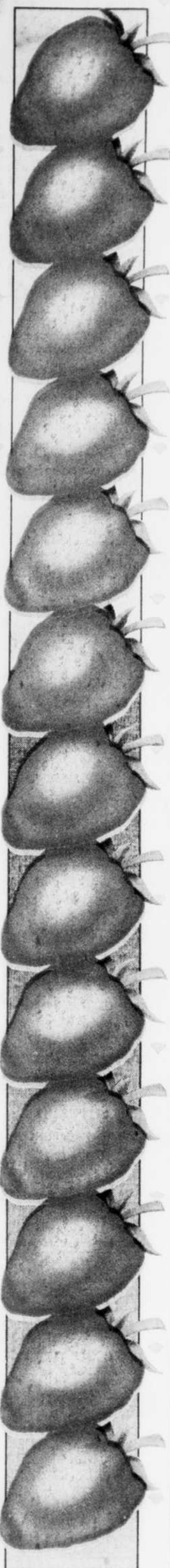
Du lundi au vendredi 19h30 et samedi 11h

LE MIEUX C'EST DE REGARDER



Câble 8

DÉGUSTEZ AUJOURD'HUI



**LES FRAISES
D'AUTOMNE
DE L'ÎLE**



Distribuées par:
Les Fraises de l'Île d'Orléans inc.

Manifestation contre l'avortement à Ottawa

Mère Teresa vient appuyer les mouvements pro-vie

OTTAWA (PC) — Mère Teresa participera à une manifestation d'envergure contre l'avortement, à Ottawa, le 17 septembre.

Selon les organisateurs de cette manifestation, le Mouvement pro-vie, les Chrétiens pour la vie, la Coalition pour la vie et l'archevêché d'Ottawa, de 50,000 à 100,000 personnes devraient envahir la colline parlementaire à cette occasion.

Mère Teresa a accepté, lundi, de participer à cet événement, ont annoncé, hier, en conférence de

presse les organisateurs de la manifestation.

M. Steve Holczer a expliqué qu'il avait communiqué avec Mère Teresa par téléphone jeudi dernier pour l'inviter à participer à cet événement, après lui avoir expliqué le contexte politique canadien en ce qui concerne l'avortement.

Le Canada est un des rares pays à n'avoir aucune loi sur l'avortement, à la suite de la décision de la Cour suprême, en janvier dernier, d'invalider les articles du Code pénal interdisant l'avortement dans certaines conditions, ont expliqué les organisateurs.

Mère Teresa a demandé quelques jours de réflexion et a accepté, lundi, l'invitation, a déclaré M. Holczer.

« La venue de Mère Teresa est un cadeau du ciel, s'est exclamé M. Gilles Grondin, directeur des relations publiques de la Coalition pour la vie. Son charisme va nous aider à combattre l'avortement. Il n'y a aucun doute que le prestige de cette sainte femme va attirer beaucoup de monde sur la colline ».

Mère Teresa, qui oeuvre depuis des années au mieux-être des enfants abandonnés de Calcutta, en Inde, s'est exprimé à plusieurs reprises contre l'avortement, notamment lors de ses voyages dans des pays industrialisés comme le Canada.

Elle a ouvert au Canada un refuge pour les mères célibataires, et entend en ouvrir un autre à Montréal. Mère Teresa pourrait probablement profiter de sa venue au Canada à la mi-septembre pour

procéder à l'ouverture de ce refuge, a indiqué M. Grondin.

La date du 17 septembre marque le quatrième anniversaire de la prise du pouvoir du gouvernement conservateur de Brian Mulroney, mais M. Grondin a assuré qu'il ne s'agissait que d'une coïncidence.

Le premier ministre Mulroney a déclaré dernièrement qu'il prendrait une décision au sujet du dé-

clenchement d'élections générales autour de cette date.

M. Grondin a annoncé que la Coalition pour la vie, la branche politique du Mouvement pro-vie, participerait activement à la campagne électorale. Les membres de cette coalition feront connaître à la population les candidats qui se sont prononcés contre l'avortement, et inciteront les électeurs à voter pour eux.

Deux sages-femmes vont jusqu'en Cour suprême

OTTAWA (PC) — Même si la Colombie-Britannique a décidé de ne pas en appeler de la décision de la cour d'appel de cette province statuant que le fœtus n'est pas une personne, les deux sages-femmes qui ont amorcé cette affaire judiciaire vont quand même essayer de porter leur cause en Cour suprême.

« Nous avons décidé d'appeler encore parce que les lois qui ont servi à nous condamner sont truffées d'erreurs et tordues », a affirmé Gloria Lemay en son nom et celui de Mary Sullivan, lundi.

Les deux sages-femmes avaient été condamnées pour négligence criminelle ayant causé la mort d'un fœtus mâle lors d'un accou-

chement à domicile en 1985. Mais la cour d'appel de la Colombie-Britannique a cassé cette condamnation en juillet dernier, statuant que les deux femmes avaient été condamnées injustement parce qu'en fait le fœtus n'est pas une personne, il fait partie de la mère tant qu'il n'est pas né. Elles ont cependant été condamnées pour négligence criminelle ayant causé des dommages corporels à la mère, Jewel Voht.

10, 9, 8... C'EST LE DÉCOMPTE POUR L'ESPACE INTERSIDÉRAL LEGO^{m.d.}!

L'EXPOSITION MONDIALE LEGO^{m.d.} VOYAGE DANS L'ESPACE

UNE PREMIÈRE À QUÉBEC! À LA BAIE, DES GALERIES DE
LA CAPITALE, JUSQU'AU 24 SEPTEMBRE 1988

VOYAGE DANS L'ESPACE

Petits et grands seront fascinés par ce voyage intersidéral proposé par LEGO^{m.d.}. Sputnik I, Vostok, Eagle, Ariane et la navette spatiale Columbia sont réunis pour le voyage le plus fantastique auquel on puisse rêver. Il a fallu plus de 5000 heures de travail aux concepteurs du Danemark pour réaliser ce merveilleux rêve.

OFFRE SPÉCIALE

L'ENSEMBLE DE CONSTRUCTION PRÉSENTÉ DANS UN SEAU

Contient 365 pièces.
Pour les 5 ans et plus.
24,99 l'ensemble

OFFRE SPÉCIALE

L'ENSEMBLE DE CONSTRUCTION DE BASE PRÉSENTÉ DANS UN SEAU

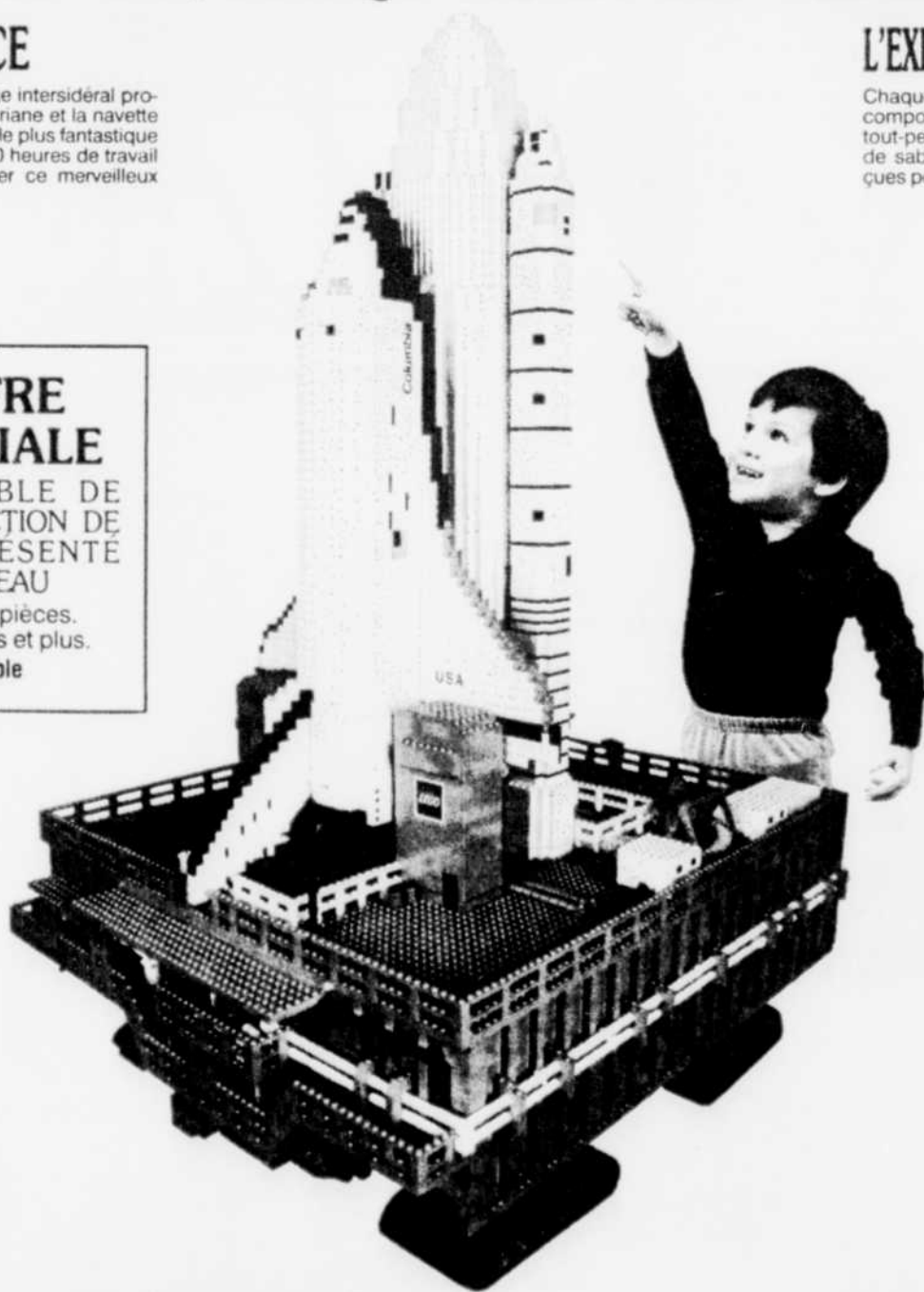
Contient 465 pièces.
Pour les 3 ans et plus.
26,99 l'ensemble

OFFRE SPÉCIALE

LE SEAU PROMOTIONNEL DUPLO^{m.d.}

Contient 73 pièces.
Pour les enfants de 1½ an à 5 ans.
28,99 l'ensemble

Jouets, rayon 752



L'EXPOSITION MONDIALE LEGO^{m.d.}

Chaque modèle exposé a été construit à l'échelle et comporte plus d'un million de pièces LEGO^{m.d.}. Les tout-petits pourront s'amuser follement dans le "carre de sable" rempli de milliers de pièces LEGO^{m.d.}, conçues pour les petites mains agiles.

Une nouvelle aventure vous attend!

TRANSPORT TERRIEN 3 SECTIONS

Le modèle se divise en 3 sections réunies par des agrafes. 142 pièces. Pour les 6 à 12 ans.

14⁹⁹ ch.

De la série des modèles blancs

ENGIN ET VÉHICULE SPATIAL

MONDE DE L'AVENIR

Peut se diviser en deux satellites et un astronef. Super-excitant! Des pièces transparentes bleues agrémentent le modèle. 243 pièces. Pour les 6 à 12 ans.

19⁹⁹ ch.

Commencez la collection de votre enfant avec

LE JEU DE BASÉ

Grand choix de pièces comprenant des portes et des fenêtres avec persiennes. 171 pièces. Pour les 5 ans et plus.

14⁹⁹ ch.

SATISFACTION GARANTIE, ON PEUT S'Y FIER!





Le drame du Bangladesh

Le président du Bangladesh Hussain Mohammad Ershad (au centre de la photo, indiquant quelque chose dans l'eau brunâtre) a rendu visite hier à quelques-uns des centaines de milliers de sans-abri, dans le district de Rabjari, l'un des 50 districts (sur un total de 64) de son pays noyés sous les eaux. Les pluies violentes ont repris hier dans le nord et dans l'est du Bangladesh, où les inondations ont fait jusqu'à présent au moins 620 morts dans l'ensemble du pays, selon un nouveau bilan officiel établi hier soir. Par ailleurs, le nombre de personnes malades en raison de l'eau contaminée a dépassé 100,000 et le nombre de sans-abri est estimé à 30 millions, a-t-on indiqué de source officielle.

Un mort est le principal accusé au procès du gendre de Brejnev

MOSCOU (AFP, AP) — Nikolai Chtchelokov, l'ancien ministre soviétique de l'Intérieur qui s'est suicidé en décembre 1984 à l'âge de 73 ans, a fait figure hier de principal accusé lors de la deuxième journée du procès de M. Youri Tchourbanov, le gendre de Brejnev, l'acte d'accusation ayant énuméré longuement les pots-de-vin qu'il avait reçus pendant des années.

Chtchelokov considérait la république d'Ouzbékistan, en Asie centrale, comme « son épicerie personnelle et sa bijouterie ». Six fois par an, il recevait d'Ouzbékistan différents dons, comme du cognac, des tomates, des fruits et légumes qui étaient acheminés vers sa datcha.

Chtchelokov s'est suicidé quand ses actions ont été découvertes, selon le gouvernement, et il est mort en disgrâce. Il avait été congédié par le successeur de Brejnev, M. Youri Andropov. L'accusation constituait la première confirmation officielle de ce suicide de même que de celui de la femme de Chtchelokov.

L'ancien ministre de l'Intérieur de l'Ouzbékistan, M. Haidar Yakhiyev, 61 ans, qui figure au nombre des accusés dans ce procès avec Youri Tchourbanov et sept autres personnes, a lui-même

reconnu avoir remis au général Chtchelokov la somme de 105,000 roubles (\$210,000), mais aussi des bijoux en or et des pierres précieuses. Yakhiyev a également reconnu avoir remis 10,000 roubles (\$20,000) dans le bureau même de Chtchelokov.

Le général Chtchelokov a, selon l'acte d'accusation, ainsi reçu un total de 160,000 roubles (\$320,000) en pots-de-vin entre 1970 et 1979.

Malaise cardiaque

M. Yakhiyev a été victime d'un malaise cardiaque lors de la lecture des accusations. Après une interruption de séance de trois quarts d'heure, l'ancien ministre ouzbek est revenu dans le prétoire, le visage gris et soutenu par des soldats. Il est ensuite resté assoupi.

Il est accusé d'avoir reçu des dizaines de milliers de roubles en

pots-de-vin... ainsi qu'un climatiseur d'une valeur de 400 roubles (\$800). Recevant en 1973 à Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, le général Chtchelokov, Yakhiyev et son adjoint, Piotr Begelman, s'étaient attirés les faveurs du ministre soviétique de l'Intérieur en lui laissant par exemple 5,000 roubles (\$10,000) dans un dossier placé sur l'un de ses bureaux.

À en juger par les exemples évoqués dans l'acte d'accusation, la corruption a atteint son sommet en 1982, l'année même de la mort de Leonid Brejnev, l'ancien numéro un soviétique.

Mais les actes de corruption se sont poursuivis jusqu'en 1985, date de l'arrivée au pouvoir de l'actuel dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev.

Le gendre de Brejnev et ancien premier vice-ministre de l'Intérieur, M. Youri Tchourbanov, est apparu hier toujours aussi calme, souriant même et discutant brièvement avec deux personnes avant le début de la séance. Il est détenu depuis 20 mois dans la prison moscovite de Lefortovo, dépendant du KGB (Comité d'État à la sécurité).

Une nouvelle crise ouvrière semble inévitable en Pologne

VARSOVIE (AFP, Reuter) — La revendication des ouvriers polonais relative à la légalisation de Solidarité a été fermement rejetée hier à Varsovie par le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, alors que, quelques heures plus tôt, Lech Walesa avait brandi la menace de nouvelles grèves dans le pays si le pouvoir se refusait à reconnaître l'organisation qu'il préside.

De plus, les autorités polonaises communistes ont prévenu hier le syndicat interdit Solidarité que le gouvernement rompra immédiatement les pourparlers avec l'opposition si le mouvement ouvrier fomentait l'agitation industrielle.

Théoriquement, ces pourparlers devraient commencer avant la fin du mois.

Pour sa part, la direction de l'organisation syndicale officielle polonaise, l'OPZZ, a demandé « la démission du gouvernement ». Elle a en outre menacé « d'entreprendre des actions appropriées » si le gouvernement ne se retirait pas, dans une résolution votée hier et rapportée par la radio.

L'OPZZ, dont le président est M. Alfred Miodowicz, membre du bureau politique du Parti communiste polonais (POUP), estime que le gouvernement, dirigé depuis 1985 par M. Zbigniew Messner, est responsable de la dégradation de la situation économique en Pologne.

Auparavant, dans une interview donnée à la presse occidentale à Gdansk (nord de la Pologne) où il réside, Lech Walesa a réaffirmé que Solidarité devait « exister légalement » et que si les autorités « s'obstinaient » à ignorer cette revendication, il referait ce qu'il a fait déjà il y a quelques jours et très vite. « J'arrêterais de nouveau les chantiers navals de Gdansk et je reprendrais la lutte pour le pluralisme », a-t-il averti.

Espoirs perdus?

Ces propos très vifs du président de Solidarité ont été recueillis peu avant la conférence hebdomadaire du porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, qui a catégoriquement repoussé toute possibilité d'une officialisation de Solidarité. Ainsi, les espoirs suscités en la matière par la tenue d'une prochaine « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition se sont peut-être effondrés en quelques mots.

M. Urban a d'ailleurs dit que les autorités polonaises « n'avaient négocié aucun virage politique » en acceptant de discuter avec des opposants des problèmes du pays.

En clair, le régime du général Wojciech Jaruzelski veut bien débattre de tout ce qui préoccupe les Polonais, y compris du problème du pluralisme syndical, mais il ne modifiera en rien ses orientations fondamentales.

M. Urban a rappelé qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul syndicat dans les entreprises, indiquant en substance que le terrain était déjà occupé par l'OPZZ.

Le porte-parole a également in-

plus haut niveau, elles seraient de nature à remettre en cause le « bien-fondé de la table ronde ».

Pas de place pour deux

Lors de sa réunion hier, l'OPZZ, outre sa prise de position sur le gouvernement, a réaffirmé l'hostilité des syndicats officiels à la création au sein des entreprises d'une deuxième représentation ouvrière. La direction de l'OPZZ rappelle que « toute personne engagée dans la défense des intérêts des travailleurs peut devenir membre de l'organisation officielle ».

Mais, selon Solidarité, aucun problème majeur ne pourra être résolu à terme en Pologne sans le rétablissement du pluralisme syndical et sans la reconnaissance de Solidarité.

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE EASTERN QUÉBEC

Les vrais experts de l'enseignement des langues secondes depuis 1973

COURS D'ANGLAIS SESSION DE JOUR

COURS D'APRÈS-MIDI

19 septembre au 23 novembre
13h à 16h, lundi, mardi, mercredi

INSCRIPTION: 12 septembre, 9h à 15h

COÛT: 195\$

DURÉE: 10 semaines (90 heures)

ENDROIT: QUALITY INN, 3115, boul. Laurier Ste-Foy

Nous offrons aussi des cours de français, langue seconde.

COURS D'ANGLAIS et de FRANÇAIS

en milieu de travail
Nous pourrions mettre sur pied des cours de formation dans vos entreprises.

RENSEIGNEMENTS:

688-8733



LES IDÉES NOUVELLES, ÇA DÉRANGE.

Sans aller jusqu'à modifier le cours de l'histoire,

Claude Saucier, Louise-Josée Mondoux

et Marc Laurendeau transforment quasi

miraculeusement le quotidien télévisé

avec «Autrement dit». Une formule vraiment

peu orthodoxe démystifiant la vie courante

avec des invités passionnants et passionnés.



Autrement dit

Du lundi au vendredi
18 h 30 et 13 h

Producteur délégué: Jacques Cholette

LE MIEUX C'EST DE REGARDER



Khomeiny refuse la démission du premier ministre Moussavi

NICOSIE (Reuter, AFP) — Le chef suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Khomeiny, a rejeté hier l'offre de démission du premier ministre Hussein Moussavi, en lui demandant d'oublier les chicanes pour se mettre au travail.

La lettre de Khomeiny est parvenue à Moussavi après que le président de la république Ali Khamenei eut lui-même refusé la démission du premier ministre, provoquée par une profonde crise gouvernementale sur l'orientation économique du pays.

L'ayatollah demande au démissionnaire de « continuer à servir l'Iran », ajoutant que le temps n'était pas aux « plaintes ni aux démissions ».

« Votre lettre de démission m'a étonné », a estimé l'imam Khomeiny dans son message à M. Moussavi, lu à la radio. « Vous auriez pu me consulter ou bien en parler avec les hauts responsables du pays », a-t-il ajouté.

Dans sa lettre, l'imam Khomeiny demande à M. Moussavi de

« continuer à rendre service au pays, dans le cadre des principes islamiques et de la constitution iranienne », et lui conseille de ne pas prendre de telles « décisions » dans un moment de colère.

L'imam Khomeiny a ajouté: « Je suis attaché à vous, je vous parlerai de certains problèmes directement lors de notre entretien ». Il a enfin estimé que ces questions ne « modifieraient pas le cours de la Révolution iranienne : notre peuple en a connu d'autres ».

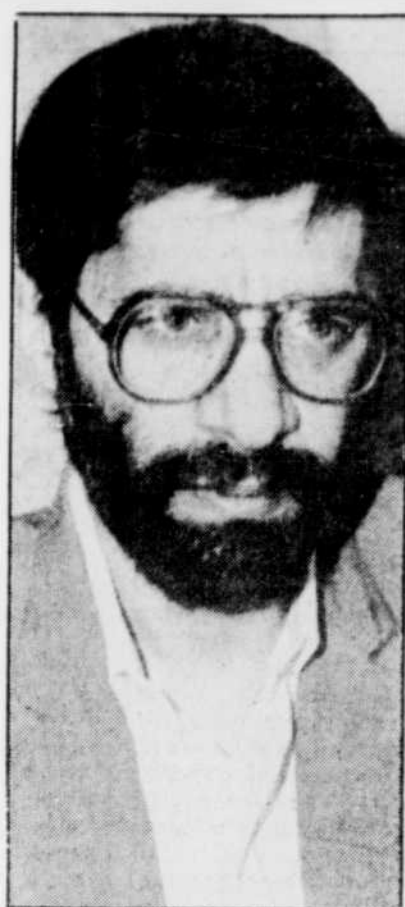
M. Moussavi, 47 ans, avait présenté sa démission hier, prétextant de difficultés de concilier les choix du gouvernement avec ceux du président et du Parlement.

Trois des 24 portefeuilles gouvernementaux sont vacants depuis quelque temps. M. Moussavi

a indiqué qu'un quatrième ministre venait tout juste de démissionner et que l'opposition de la présidence et du Parlement à certains de ses choix pour combler ces postes conduirait inévitablement à huit autres départs.

M. Moussavi, nommé premier ministre en 1981, est l'architecte d'une politique d'austérité économique caractérisée notamment par un contrôle gouvernemental absolu. Il avait déclaré vendredi que son gouvernement apporterait des changements à cette politique à la fin de la guerre avec l'Irak, mais, avait-il précisé, « sur la base des réalisations du temps de guerre ».

S'adressant aux dirigeants iraniens la semaine dernière, l'ayatollah Khomeiny avait pour sa part affirmé que le gouvernement devrait lever certaines restrictions commerciales après le conflit et permettre aux gens d'importer et de vendre des produits, une orientation que souhaite également le président Khomeini.



Le premier ministre iranien Hussein Moussavi.

Plus de 150 Arabes arrêtés en Cisjordanie

JÉRUSALEM (AFP, AP) — Plus de 150 Palestiniens ont été arrêtés, hier, par l'armée israélienne à Qalqilya, une ville de 25,000 habitants dans le nord de la Cisjordanie, lors de la plus importante opération de ratissage depuis le déclenchement des troubles dans les territoires occupés en décembre 1987, a rapporté la télévision israélienne.

Plusieurs maisons palestiniennes ont été dynamitées par les forces de l'ordre au cours de l'opération, qui n'a pas provoqué d'affrontements, a ajouté la télévision.

Dans le même temps, quatre jeunes Palestiniens ont été blessés par balles lors de heurts avec l'armée israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a-t-on appris de source palestinienne.

De plus, un Palestinien de 17 ans, blessé par balles dimanche lors d'affrontements avec les soldats israéliens, a succombé hier à ses blessures, selon ses proches. Ce décès porte à 259 le nombre de Palestiniens tués depuis le début de l'agitation le 8 décembre dernier. Quatre Israéliens y ont également perdu la vie.

La ville de Qalqilya avait été placée, hier à l'aube, sous couvre-feu et la région environnante déclarée « zone militaire fermée ». Des déviations sur les routes menant à la ville avaient été mises en place.

Le porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que les personnes arrêtées à Qalqilya sont soupçonnées d'avoir participé aux désordres ou de les avoir provoqués.

Un certain nombre d'entre elles, selon le porte-parole, était en possession d'armes blanches, tels que des « couteaux, matraques et haches ». Un atelier de fabrication de clous recourbés, destinés à être répandus sur la chaussée pour crever les pneus des voitures, a été découvert, a-t-il ajouté.

« Un important matériel de propagande subversive, et notamment des tracts du comité populaire de la ville, ont été retrouvés aux domiciles des personnes arrêtées », a poursuivi le porte-parole.

Ce matériel, selon des images diffusées par la télévision israélienne, est notamment constitué de cartes de la Palestine en arabe, d'affiches représentant la mosquée Al-Aqsa derrière des barreaux, et de drapeaux palestiniens.

« Nous avons préparé cette opération dans le moindre détail car notre but est de faire cesser les jets de pierres contre les véhicules qui traversent cette ville-carrefour », avait déclaré le général Amram Mitzna, commandant de la région Centre d'Israël, selon lequel la situation était devenue « intolérable ».

Soyouz est de retour sur terre

MOSCOU (AFP, AP, NYNBS) — Le vaisseau spatial soviétique habité Soyouz TM-5 a atterri en URSS la nuit dernière à 4h50, heure de Moscou, après que son retour sur terre eut été reporté de près de 24 heures en raison d'un problème technique, a annoncé l'agence TASS.

L'opération retour a été réussie au troisième essai. Les deux cosmonautes à bord du vaisseau, le commandant soviétique Vladimir Liakhov et le cosmonaute afghan Abdoul-Akhad Mohmand, « se portent bien », a précisé l'agence.

Le retour des cosmonautes a été mis en danger à un certain moment à la suite de problèmes techniques qui risquaient d'empêcher le vaisseau à se poser en Chine plutôt qu'en URSS.

Les agences soviétiques avaient souligné hier que les cosmonautes n'étaient pas en danger immédiat, mais que leur situation pourrait devenir critique s'ils ne se posaient pas bientôt. Cette capsule est conçue pour aller vers une station orbitale et pour en revenir, et non pas pour de longs vols.

Les problèmes sont survenus peu après que Soyouz eut quitté la station orbitale Mir, selon les « Izvestia » et l'agence TASS. La capsule s'était amarrée à la station le 31 août, avec également à son bord le docteur soviétique Valéri Poliakov, qui est resté sur Mir pour surveiller la santé de deux autres cosmonautes s'y trouvant depuis plus de huit mois.

Une affaire de corruption secoue l'armée israélienne

JÉRUSALEM (AFP, NYNBS) — L'armée israélienne est éblouie par la plus importante affaire de corruption de son histoire, à la suite du démantèlement, lundi soir, d'un réseau d'officiers et de civils, qui ont permis à des dizaines, voire des centaines de personnes, d'être exemptées de leurs obligations militaires.

Huit militaires, dont les colonels Nati Amitzur et Yossi Tzémah, et deux commandants, ainsi que huit civils, ont été arrêtés, a-t-on appris de sources policières israéliennes. Parmi eux, se trouvent une femme commandant et un médecin.

Ils sont accusés d'avoir reçu des pots-de-vin, variant entre \$1,000 US et \$10,000 US, d'Israéliens qui ne voulaient pas effectuer leur service militaire de trois ans ou leurs périodes de réserves qui peuvent atteindre deux mois par an.

Selon les premiers éléments de l'enquête, au moins 60 personnes ont bénéficié de ces exemptions. Mais, de sources militaires, on reconnaît hier que ce nombre pourrait, en fait, s'élever à plusieurs centaines.

Toute l'affaire a débuté à la fin de 1987, lorsque la police militaire a été alertée par la découverte d'un certain nombre d'exemptions « suspectes ». Pendant plusieurs mois, les enquêteurs civils et militaires ont remonté la filière.

Très bien organisés, les membres du réseau avaient recours à deux méthodes: l'ordinateur ou les faux certificats médicaux. Ils introduisaient des données falsifiées dans les ordinateurs de l'armée indiquant mensongèrement qu'un civil avait effectué, dans l'année, ses périodes de réserves obligatoires ou attribuant un « profil » médical suffisamment bas à leur client pour obtenir l'exemption pure et simple du service militaire.

Le médecin impliqué fournissait, pour sa part, de faux certificats médicaux et des fausses radiographies aux commissions militaires afin de présenter un « profil » à la demande.

Les suspects, accusés notamment de faux, usage de faux et corruption, sont passibles de plusieurs années de prison ferme. Tous les dossiers de ceux qui ont été exemptés de leur service ou de leur réserve seront réexaminés. Ils pourraient être arrêtés dans les prochains jours et devront effectuer leurs obligations militaires conformément à la loi, a-t-on appris de source militaire.



**LES ATELIERS
IMAGINE**
850, av. de Solaberry, Qué.
**INSCRIPTIONS
SESSION
AUTOMNE 88
649-7367**

COURS EN ARTS VISUELS

• DESSIN: initiation, perfectionnement, dessin-portrait, dessin avec modèle vivant • PEINTURE (HUILE, ACRYLIQUE, AQUARELLE): initiation, perfectionnement • SCULPTURE: modelage, taille directe, moulage • PHOTO: initiation, perfectionnement • VIDÉO: initiation, perfectionnement.

COURS EN ARTS APPLIQUÉS

• ILLUSTRATION GRAPHIQUE: initiation, perfectionnement • ILLUSTRATION DE MODE: initiation, perfectionnement.

COURS EN THÉÂTRE • INTERPRÉTATION (initiation, perfectionnement, production) • TECHNIQUES DE JEU PHYSIQUE • EXPRESSION DRAMATIQUE (enfants à partir de 6 ans) • ATELIERS DE THÉÂTRE (adolescents).

Cours pour enfants, adolescents et adultes

Spécial Rentrée ADOPTION SPA

Samedi, 10 septembre, 1h30, vous êtes attendu à la 6^e séance d'adoption de jeunes animaux sur la grande promenade. À l'aube d'une nouvelle saison, l'occasion est propice à l'adoption d'un petit chien ou d'un jeune chat. Madame Louise Lalonde, marraine de la campagne de financement « Extravaganza '88 » de la SPA, sera l'invitée de cette heure d'adoption et monsieur André Jean en sera l'animateur. Un rendez-vous à tous les amis, de près ou de loin, des animaux.

**Place
LAURIER**
immensément
sympathique!

Du lundi au vendredi, de 8 h. à 19 h.
VISA, MasterCard

**centre de
contrôle
du poids**

Programmes pour hommes et femmes
Une compagnie bien canadienne

Cessez de surveiller votre poids ... perdez-en!



- Perdez jusqu'à 7 livres par semaine
- Supervision quotidienne par des spécialistes
- Sans exercices
- Escomptes sur programmes familiaux

- Pas de pilules ni d'injections
- Pas d'aliments préemballés
- Pas de jeûnes
- Résultats garantis

Une façon saine et nutritive de perdre du poids.

**50%
DE
RABAIS**

sur tous nos programmes si vous vous inscrivez avant le 16 sept. 1988

POUR UNE CONSULTATION, TÉLÉPHONÉZ — SANS OBLIGATIONS

Ste-Foy 659-4596
2600 Boul Laurier

Charlesbourg 628-8383
4500 Boul, Henri Bourassa

Pour renseignements sur franchises, (416) 630-7455. Nouvelles cliniques et cliniques existant déjà disponibles.



Un ouvrier mesure la brèche laissée par l'explosion à bord du pétrolier « Anangel Greatness ».

■ Explosion meurtrière

— ATHÈNES (AFP, AP) — Une explosion apparemment provoquée par une torche de soudure s'est produite hier matin à bord du pétrolier grec *Anangel Greatness*, coupant le navire en deux (photo ci-dessus) et faisant sept morts et 16 blessés. Le pétrolier était en réparation dans un chantier naval de Pérème, près du Pirée (port d'Athènes). L'explosion, selon le ministère de la Marine marchande, est due à l'inflammation de gaz en suspension dans les cuves du pétrolier par des étincelles projetées par un appareil de soudure. L'incendie, qui a été rapidement maîtrisé, a failli coûter la vie aux 53 personnes (25 ouvriers et 28 hommes d'équipage) qui se trouvaient à bord.

■ Trafiquants recherchés

— BOGOTÁ (AFP) — Des mandats d'arrêt auraient été lancés contre Pablo Escobar et Gonzalo Rodríguez Gacha, deux des chefs du Cartel de Medellín, et contre 16 autres personnes, dont trois militaires et un policier, pour les assassinats collectifs il y a six mois de 43 paysans de la région d'Uraba, dans le Nord de la Colombie. Cette révélation qui, pour la première fois, semble prouver la relation de certains éléments militaires avec l'organisation des trafiquants de drogue, a été faite hier par le quotidien de Bogotá *El Espectador*. Le juge responsable de l'instruction et des mandats d'arrêt, Mme Marta Lucia Gonzalez, a dû précipitamment quitter la Colombie après avoir été l'objet de menaces, a précisé le journal. Une partie des paysans assassinés appartenait à un syndicat de gauche et l'autre occupait des terres qui ne lui appartenaient pas.

■ 1.28 milliard de Chinois

— BEIJING (AFP) — La population chinoise pourrait atteindre 1.28 milliard d'individus d'ici à l'an 2000, en raison d'un « baby boom » qui a débuté en 1987 et qui ne sera pas enrayé avant le milieu des années 1990, a annoncé hier l'agence officielle Chine nouvelle. Selon l'agence, qui cite les prévisions du Centre national de recherche pour le développement économique, technologique et social, la population chinoise ne se stabilisera qu'en 2030. C'est la première fois, selon les observateurs, qu'un chiffre supérieur à 1,25 milliard d'habitants en l'an 2000 est officiellement avancé. La Chine compte actuellement 1.06 milliard d'individus.

■ Villages US menacés

— YELLOWSTONE (AFP) — Les incendies du célèbre parc national américain de Yellowstone ont maintenant brûlé plus de 300,000 hectares, soit le quart de sa superficie, et deux villages du Montana sont menacés d'être rayés de la carte par leur extension, ont annoncé hier les pompiers qui combattent les sinistres. En dehors de quelques irréductibles, les quelques centaines d'habitants de Silver Gate et de Cooke City ont évacué ces villages, où la fumée des incendies proches est déjà épaisse. « Nous n'avons plus que 25 pour 100 de chances de sauver ces deux communautés », a déclaré M. David Liebersbach, responsable local des pompiers. Treize incendies ravagent actuellement ce parc situé sur trois États (Wyoming, Montana et Idaho).

Deux débats entre Dukakis et Bush

WASHINGTON (NYTNS, AFP) — L'état-major du candidat démocrate aux élections présidentielles du 8 novembre prochain a dû céder du terrain hier face à ses adversaires républicains pour n'accepter que deux débats entre les candidats à la présidence, MM. Michael Dukakis et George Bush, et un entre leurs colistiers, MM. Lloyd Bentsen et Dan Quayle.

Cependant, aucun accord n'a été atteint sur l'importante question de la date des débats, les organisateurs de la campagne de M. Bush suggérant qu'ils aient lieu au beau milieu des Jeux olympiques et des séries mondiales du baseball — deux événements qui vont monopoliser l'attention des téléspectateurs — et le camp démocrate réclamant au moins un autre débat après ces événements.

Les républicains avaient menacé à plusieurs reprises d'oublier purement et simplement cette question des débats si les démocrates maintenaient leurs exigences.

Les deux parties se rencontreront encore aujourd'hui pour discuter des dates, des lieux et du cadre de ces duels.

Entre-temps, MM. Bush et Dukakis ont eu à subir hier les foudres des travailleurs syndiqués et les adversaires de l'avortement, qui les ont traités respectivement d'« écraseur de syndicat » et de « tueur de bébés ».

En campagne dans l'Oregon (côte ouest), le vice-président Bush a dû s'égosiller pour faire entendre, sous les huées de plusieurs centaines d'ouvriers des chantiers navals Northwest Marine Iron Works de Portland, son appel au « maintien de la prospérité » apportée par l'ère réaganienne.

Affirmant que « la situation des hommes et des femmes qui travaillent est en progrès » et que son but est de créer « de bons jobs avec de bons salaires », les ouvriers ont répondu par des quolibets et même des obscénités.

Après son discours, M. Bush a fait une pause pour manger un sandwich et s'entretenir avec des ouvriers. L'un d'eux lui a demandé de lui expliquer pourquoi son salaire était tombé de \$13.36 US de l'heure à \$9.50 US pendant les huit ans de présidence Reagan. « Vous traversez une période de mutation face à une concurrence intense », a-t-il répondu, dans une référence à la compétition entre les chantiers navals américains et étrangers.



LE D'ORSAY
RESTAURANT • PUB

VOUS OFFRE LE BRÉSIL

DU DIMANCHE 4 SEPTEMBRE AU JEUDI 8 SEPTEMBRE, DANS LE CADRE DE LA FÊTE NATIONALE DU BRÉSIL, LE D'ORSAY VOUS INVITE À VENIR DÉCOUVRIR L'AMBIANCE DU CARNAVAL DE RIO DES 17h.

- Musique brésilienne
- Costumes exotiques
- Spectacle brésilien du dimanche au mardi soir
- Menu typique du pays
- Projection vidéo sur la destination
- Stand d'information de Voyages Paradis

Dégustez un copieux repas, amusez-vous entre amis et

GAGNEZ UN VOYAGE AU BRÉSIL

D'UNE VALEUR DE 3 000\$
(une semaine pour 2 personnes à Rio de Janeiro, avion + hôtel)

N.B. Votre facture de repas (table d'hôte) sera créditée sur le prix d'un éventuel départ avec Voyages Paradis.

DEUX FAÇONS DE PARTICIPER:

- 1) Pour compléter votre repas, du 4 au 8 septembre, on vous remettra un coupon de participation et chaque soir, 5 personnes deviendront éligibles au tirage du voyage le 8 septembre à 23h59.
- 2) Découpez le coupon ci-dessous et retournez-le à CJMF — 600, Belvédère, Québec G1S 3E5, écoutez le FM-93 du dimanche au jeudi, entre 16h30 et 18h00. Chaque jour, une personne deviendra éligible au grand tirage.

NOM: _____

ADRESSE: _____

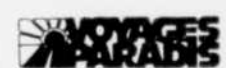
VILLE: _____ APT.: _____

PROVINCE: _____

CODE POSTAL: _____

NO TÉL.: _____

Les règlements du concours seront affichés au restaurant-pub Le D'Orsay, 65, rue Buade.





Réservez tôt: 694-1582 — Restaurant-pub Le D'Orsay, 65, rue Buade

AVIS IMPORTANT concernant votre SERVICE POSTAL

Nous savons l'importance qu'a le service postal pour vous

S'il y a conflit du travail au moment où paraît cet avis, la Société canadienne des postes continuera la cueillette et la distribution du courrier.

Nous prions les usagers de la poste de continuer d'inscrire le code postal. C'est la meilleure garantie du traitement efficace du courrier.

Nous regrettons sincèrement les inconvénients que vous pouvez subir. Nous apprécions votre collaboration.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES



La nouvelle Eagle Vista offre le meilleur des mondes... au prix terre à terre de 9 370\$*

ou location Clé d'Or à partir de 193\$/mois, 60 mois



UNE BERLINE 4 PORTES À TECHNOLOGIE JAPONAISE ET GARANTIE DE 3 ANS SANS TRACAS

Une bonne équipe, ça compte!

Canardière
JEEP EAGLE

1265, de la Canardière, Québec — 522-5205

* Transport et préparation en sus

DÉFILÉ DE MODE

SIMON



CHANG

Automne 88



VENEZ RENCONTRER LE GRAND COUTURIER
CANADIEN SIMON CHANG À L'OCCASION
DU LANCEMENT DE SA COLLECTION AUTOMNE 88
LE VENDREDI 9 SEPTEMBRE À 12H30
CHEZ LALIBERTÉ.

La nouvelle collection jongle avec le tartan, les vestes écourtées font la manchette, la taille se moule et se met en valeur, le luxe racé du cuir orne collets, boutonniers, poches; l'influence espagnole se fait sentir: Olé! pour les boléros, les jupes bouffantes, les pantalons toréros et les jupes à volants.

Chez Laliberté, venez découvrir le concept Simon Chang, à la seule boutique Simon Chang à Québec.

...plus qu'un style, un style de vie!

laliberté

LA GRIFFE

**DES GRANDS
DE LA FOURRURE**

SIMON CHANG
BALENCIAGA
CLAUDE GILBERT
ALFRED SUNG
LA COLLECTION LALIBERTÉ
LA COLLECTION HAUTE GRIFFE

Apprivoisez l'hiver en vous emmitouflant dans une chaude fourrure Laliberté. Voyez notre nouvelle collection incluant les dernières créations des plus grands couturiers.

Le meilleur plan de financement
12 MOIS SANS INTÉRÊT
Seule la taxe de vente est payable à l'achat



OR

laliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC, 525-4841

Fourrures



Modèle illustré: création Simon Chang

À L'ACHAT D'UNE
FOURRURE, OBTENEZ:
LA CARTE
Privileges
10%* de rabais sur
TOUS vos achats, MÊME
sur les prix réduits
RÉPARATIONS GRATUITES
avec tout achat de
vêtements
* Non valide sur la fourrure et
les services connexes, sur les
pelisses, au restaurant et au
rayon des cosmétiques.

MÉDAILLE D'OR • PRIX DU MEILLEUR COMMERCE • FOURRURE